



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 AOUT 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2567

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du cinquième jour d'août 1910, de nommer M. George H. Hughes, de Court Square Theatre Building, Springfield, état du Massachusetts, E. U. A., avocat et conseiller en loi, commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article vingt-sept du code de procédure civile de la province de Québec. 3587

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination de commissaires et de syndics d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil en date du 13 août courant, 1910, de faire les nominations suivantes, savoir :

Commissaires d'écoles.

Champlain, Sainte-Thècle.—MM. Alfred Nault et Bruno Trépanier, en remplacement de MM. Léopold Bacon et George Kemp.

Gaspé, L'Anse à Grisfonds.—MM. Gilbert Rochefort et Michel Power, en remplacement d'eux-mêmes, leur terme d'office étant expiré.

Témiscouata, Saint-Eusèbe de Cabano.—MM.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th AUGUST, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2568

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth day of August, 1910, to appoint Mr. George H. Hughes, of Court Square Theatre Building, Springfield, state of Massachusetts, U. S. A., advocate and counsellor at law, commissioner to receive affidavits under the authority of article twenty seven of the code of civil procedure of the province of Quebec. 3588

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioners and trustees.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 13th August instant, 1910, to make the following appointments to wit :

School commissioners.

Champlain, Sainte Thècle.—Messrs. Alfred Nault and Bruno Trépanier, to replace Messrs. Leopold Bacon and George Kemp.

Gaspé, L'Anse à Grisfonds.—Messrs. Gilbert Rochefort and Michel Power, to replace themselves, their term of office having expired.

Témiscouata, Saint Eusèbe de Cabano.—Messrs.

Arthur Lacasse et Thomas Gagnon, en remplacement de MM. Didace Rouleau et Georges Deschamps.

Syndics d'écoles.

Bonaventure, Paspébiac — M. Hendry Manger, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré.

Ristigouche. — Le révérend Père Ferdinand, en remplacement de M. John Ferguson, dont le terme d'office est expiré.

Ottawa, Templeton-Est. — M. Samuel Carrière, en remplacement de lui-même, son terme d'office étant expiré. 3595

Arthur Lacasse and Thomas Gagnon, to replace Messrs. Didace Rouleau and Georges Deschamps.

School Trustees.

Bonaventure, Paspébiac — Mr. Hendry Manger, to replace himself, his term of office having expired.

Ristigouche. — The Reverend Père Ferdinand, to replace Mr. John Ferguson, whose term of office has expired.

Ottawa, Templeton East. — Mr. Samuel Carrière, to replace himself, his term of office having expired. 3596

Proclamations

Canada, }
Province de }
Québec. }
[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner — SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU que les commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des statuts refondus de la Province de Québec, 1909, dans et pour le diocèse catholique romain de Québec, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des dits statuts, fait un rapport de leur opinion au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes qu'ils croient le plus convenable d'assigner à la paroisse de Saint-Gabriel Archange, dans le comté de Bellechasse, dans le dit diocèse susdit, comme suit, avoir :

La paroisse de Saint-Gabriel-Archange, dans le comté de Bellechasse, est formée de territoires détachés des paroisses de Saint-Michel, de Saint-Charles et de Saint-Raphaël, territoires qui comprennent :

De la paroisse de Saint-Michel, les lots du 4e rang depuis et y compris le lot No 424 jusqu'au lot No 548, inclusivement, du cadastre officiel de cette paroisse.

De la paroisse de Saint-Charles, les lots de la concession de l'Hétrière, depuis et y compris le lot No 340 jusqu'au lot No 407, du cadastre officiel de cette paroisse, et les lots de la concession de La Tremblade, depuis et y compris le lot No 549, jusqu'au lot No 577, du cadastre officiel de cette même paroisse.

Enfin, de la paroisse de Saint-Raphaël, les lots du rang " Vide Poche " ouest, depuis et y compris le lot No 47 jusqu'au lot No 79, inclusivement, du cadastre officiel de cette paroisse.

La dite paroisse de Saint-Gabriel-Archange a 164½ arpents de front sur une profondeur variant de 38 à 90 arpents et couvre une étendue de dix mille cinq cent vingt-huit (10,528) arpents carrés, plus ou moins.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la paroisse de Saint-Gabriel Archange ci-dessus décrites ;

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Gabriel Archange, décrite comme susdit, sera

Proclamations

Canada, }
Province of }
Quebec. }
[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern, — GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS the commissioners duly appointed for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, in and for the Roman Catholic Diocese of Quebec, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Statutes, made to the Lieutenant-Governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries which they think most expedient to be assigned to the parish of Saint Gabriel Archange, in the county of Bellechasse, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The parish of Saint Gabriel-Archange, in the county of Bellechasse, is formed of the territories detached from the parishes of Saint Michel, of Saint Charles and Saint Raphaël, territories which comprise :

Of the parish of Saint Michel, the lots of the fourth range from and including lot No. 424 to lot No. 548, inclusively, of the official cadastre of this parish.

Of the parish of Saint Charles, the lots of the concession of L'Hétrière, from and including lot No. 340 to lot No. 407, of the official cadastre of this parish, and the lots of the concession of La Tremblade, from and including lot No. 549 to lot No. 577 of the official cadastre of this same parish.

Finally, of the parish of Saint Raphaël, the lots of the range " Vide Poche Ouest, " from and including the lot No. 47 to the lot No. 79, inclusively, of the official cadastre of this parish.

The said parish of Saint Gabriel-Archange has 164½ arpents of front by a depth varying from 38 to 90 arpents and covers an area of ten thousand five hundred and twenty eight (10,528) square acres, more or less.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognise the aforesaid limits and boundaries of the parish of Saint Gabriel Archange aforesaid ;

And We have erected and declared, and by these presents erect and declare the said parish of Saint Gabriel Archange, to be a parish for all civil pur-

une paroisse pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdit statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETTIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de la dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce QUATRIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

3579

Canada,
Province de
Québec.

[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent dix, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIÈME jour du mois d'AOUT mil neuf cent dix, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETTIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province

de Québec, conformément aux dispositions des susdits Statuts.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETTIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this FOURTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, and in the first year of Our Reign.

By order,

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

3580

Canada,
Province of
Québec.

[L. S.]

C. A. P. PELLETIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the SIXTEENTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and ten, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

NOW KNOW YE that, for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the TWENTY-FOURTH day of the month of SEPTEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable Sir CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETTIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec,

de Québec, ce VINGT-CINQUIÈME
jour de JUILLET, dans l'année de Notre-
Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre
Règne la première.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2889

this TWENTY FIFTH day of JULY,
in the year of Our Lord one thousand
nine hundred and ten, and in the first
year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2890

Avis du Gouvernement

No. 479.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Dissolution de la dissidence de la municipalité sco-
laire "Hinchinbrooke," comté d'Huntingdon.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-
GOUVERNEUR en conseil d'ordonner, qu'attendu
que les syndics dissidents de la municipalité de
Hinchinbrooke, dans le comté d'Huntingdon, ont
laissé passer une année sans avoir une école, soit
dans leur propre municipalité, soit conjointement
avec d'autres syndics dans une municipalité voisine,
et qu'ils n'ont pas mis la loi scolaire à exécution, et
ne prennent aucune mesure pour avoir des écoles,
de déclarer que la corporation des syndics des
écoles dissidentes pour la dite municipalité
d'Hinchinbrooke, dans le dit comté d'Huntingdon,
est dissoute, et elle est par les présentes dissoute,
en conformité au statut en tel cas fait et
pourvu. 3597

LOI CONCERNANT LES SOCIÉTÉS CO- OPERATIVES AGRICOLES.

Avis est par le présent donné qu'une société co-
opérative agricole a été formée dans le comté d'Ho-
chelaga, sous le nom de "La Société des Maraîchers
de Québec", et que sa principale place d'affaires
sera à Notre-Dame de Grâce, dans le comté d'Ho-
chelaga.

Les objets pour lesquels cette société est formée,
sont :

L'amélioration et le développement de l'agri-
culture ou de l'une ou de quelques-unes de ses
branches, la fabrication du beurre ou du fromage
ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'in-
struments d'agriculture, d'engrais commerciaux et
d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la
conservation, la transformation et la vente des
produits agricoles.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 15 août 1910.

3593

La compagnie "The Canada Metal Company
Limited" a été autorisée à faire des opérations
dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa
charte seront limités à ceux accordés aux corpora-
tions de même nature, créées en vertu des lois de
la province de Québec, et sujettes aux formalités pres-
crites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province,
est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les
assignations en toutes actions et procédures exer-
cées contre elle, est M. George Percy McClure, de
Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 10 août 1910.

3577

La compagnie "The International Water Com-
pany, Incorporated" a été autorisée à faire des
opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa

Government Notices

No. 479-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Dissolution of the dissentient school corporation of
"Hinchinbrooke", county of Huntingdon.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR
in council has been pleased, by order, that whereas
the dissentient trustees of the municipality of Hin-
chinbrooke, in the county of Huntingdon, have
allowed a year to elapse without having any school,
either in their own municipality or jointly with
other trustees in an adjoining municipality, and
have not put the school law into execution, and do
not take any steps to obtain school, and to declare
that the corporation of the trustees of the dissen-
tient schools for the said municipality of Hinchin-
brooke, in the said county of Huntingdon, is dis-
solved, and it is hereby dissolved, the whole pursuant
to the statute in such case made and provide. 3598

ACT RESPECTING CO-OPERATIVE AGRICULTURAL SOCIETIES.

Notice is hereby given that a co-operative agri-
cultural association has been formed in the county
of Hochelaga, under the name of the "Quebec Ve-
getable Growers Association", and that its principal
place of business will be in Notre-Dame-de-Grâce,
in the county of Hochelaga.

The objects for which this association is formed
are :

The improvement and development of agriculture
or of any of its branches, the manufacture of butter
or cheese, or both, the sale and purchase of live
stock, farm implements, commercial fertilizers and
other articles useful to the agricultural classes, and
the purchase, preservation, transformation and sale
of agricultural products.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Québec, 15th August 1910.

3594

The Company "The Canada Metal Company
Limited" has been authorized to do business in the
province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its
charter, shall be limited to those granted to corpora-
tions of a like nature, created in virtue of the
laws of the province of Quebec, and subject to the
formalities prescribed by the laws now in force in
this province.

Its chief place of business, in the province, is at
Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving
services in any suits and proceedings instituted
against it, is Mr. George Percy McClure, of
Montréal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 10th August 1910.

3578

The Company "The International Water Com-
pany, Incorporated" has been authorized to do
business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its

charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Rock Island, P. Q.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. A. Lee Holmes, de Rock Island, P. Q.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 10 août 1910. 3575

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du cinquième jour d'août 1910, de révoquer la commission nommant M. Charles Arpin, de la ville de Saint-Jean, juge de paix en vertu de l'article 2572 des S. R. P. Q., pour le district d'Iberville.

3589

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 13 août 1910.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint Canut, dans le comté de Deux Montagnes, le quatorzième jour de mai 1910, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucuns des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Saint Canut dans le comté de Deux Montagnes, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 15 août 1910. 3581

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 12 août 1910, constituant en corporation M. le Révd. Elzéar Dionne, curé, MM. Ulric Larue, maçon, Cléophas G. Couillard, entrepreneur, Jules Delisle, cultivateur, Athanase Delisle, rentier, Gustave Bernier, gérant de banque, Gaudiose Morand, boulanger, Napoléon Mercure, marchand, tous de la Pointe-aux-Trembles, comté de Portneuf, dans les buts suivants :

La construction d'un aqueduc, de système d'égouts et d'éclairage à l'électricité ou au gaz, le droit de fournir la force motrice et l'exploitation d'iceux dans tout le comté de Portneuf, sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Neuville", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à la Pointe-aux-Trembles.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

3591

charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Rock Island, P. Q.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. A. Lee Holmes, of Rock Island.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 10th August, 1910. 3576

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the fifth day of August, 1910, to revoke the commission appointing Mr. Charles Arpin, of the town of Saint John, justice of the peace in virtue of article 2572 of the R. S. P. Q., for the district of Iberville.

3590

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 13th August, 1910.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Canut, in the county of Deux Montagnes, on the fourteenth day of May, 1910, it hath been shewn to His Honor the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by law or resolution of the said municipal council to be made under the provision of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Saint Canut, in the county of Deux Montagnes, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Published in conformity with article 244 of the municipal code of the province of Quebec.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 15th August, 1910. 3582

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 12th day of August, 1910, incorporating the Revd. Elzéar Dionne, priest, Messrs. Ulric Larue, mason, Cléophas G. Couillard, contractor, Jules Delisle, farmer, Athanase Delisle, proprietor, Gustave Bernier, bank manager, Gaudiose Morand, baker, Napoléon Mercure, merchant, all of Pointe aux Trembles, in the county of Portneuf, for the following purposes :

The construction of an aqueduct, of systems of drainage and lighting by electric or gas, the right to furnish motive power and the working of the same in the whole of the county of Portneuf, under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Neuville", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Pointe aux Trembles.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

3592

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du troisième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Thibaudeau Rinfret, avocat, Victor E. Béique, étudiant en droit, J. A. Trotwood Richard, comptable, J. Emile Billette, étudiant en droit, et Anna Clément, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, échange, bail ou tout autre titre légal, et posséder, détenir, démolir, embellir, exploiter, arrenter, engager, vendre, échanger ou autrement céder des biens meubles et immeubles de toutes sortes et de toute description et droits en ces choses ;

Construire, sur les terrains possédés par la compagnie, ou dans lesquels elle peut être intéressée d'une manière quelconque, ou sur les propriétés de ses clients, des bâtisses devant servir à quelque usage que ce soit, et entretenir, surveiller, exploiter, et arrenter, sous-louer, vendre ou autrement, disposer de toutes bâtisses ainsi construites et de toutes autres bâtisses possédées ou louées par la compagnie ;

Payer pour toutes propriétés, immunités, privilèges, baux ou droits quelconques acquis par ou pour la compagnie, et pour services rendus et travaux faits pour elle, y compris spécialement la construction de la totalité ou d'une partie des bâtisses érigées par ou pour la compagnie en obligations de la compagnie ou partie en obligations et partie en actions ;

Acquérir l'achalandage, les droits et propriétés de toute sorte et acquérir et prendre la totalité ou une partie des biens et engagements de toutes personnes, maison, association ou corporation ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, et les payer en deniers comptants, actions ou obligations de la présente corporation ou autrement ;

Se fusionner avec toute compagnie ayant des pouvoirs semblables à ceux de la présente compagnie, aux clauses et conditions qui pourront être convenues ;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera décidée de temps à autre ;

Distribuer en espèces ou autrement, selon qu'il sera décidé, tous biens de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie formée dans le but de se charger de la totalité ou d'une partie des biens ou engagements de la présente compagnie ;

Agir en qualité d'agents aux fins de vendre, louer, gérer ou administrer des immeubles, et faire payer des commissions pour ses services ;

Faire des avances de deniers, garantir les entreprises ou aider autrement les clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et acquérir et détenir des valeurs de toutes sortes, mobilières ou immobilières pour dettes, engagements et obligations dues à la compagnie ;

Exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs et fournisseurs de matériaux.

Rémunérer par paiement en deniers comptant, ou par l'émission d'actions acquittées de la compagnie, ou par ses obligations ou débetures, ou de toute autre manière, toute personne ou corporation pour services rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou de toutes obligations ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou autrement ;

Contracter des emprunts sur son crédit ou en rapport avec ses placements ou au moyen d'émission de bons, obligations ou autrement ;

Faire des prêts hypothécaires et généralement toutes transactions particulières aux maisons de crédit ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of August, 1910, incorporating Messrs. Thibaudeau Rinfret, advocate, Victor E. Béique, student at law, J. A. Trotwood Richards, accountant, J. Emile Billette, student at law, and Anna Clement, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, exchange, lease or any other legal title and possess, hold, demolish, embellish, work, rent out, engage, sell, exchange or otherwise make over moveable and immoveable property of all kinds and of every description and rights in these things ;

To construct on the lands owned by the company or in which they may be interested in any way or on the properties of its clients, buildings to be used for any purposes whatever and maintain, look after, work, rent out, sublet, sell or otherwise dispose of all buildings so constructed and of all other buildings owned or lease by the company ;

To pay for all properties, immunities, privileges, leases or rights whatever, acquired by or for the company and for services rendered and work done for it, therein specially included the construction of the whole or of a part of the buildings erected by or for the company in bonds of the company or partly in bonds and partly in shares ;

To acquire the custom, rights and properties of all kinds and to acquire and take the whole or a party of the assets and engagements of all persons, firms, associations or corporations having powers similar to those of the present company, and to pay for them in cash, shares or bonds of the present corporation or otherwise ;

To combine with all companies having power similar to those of the present company, on the clauses and conditions which may be agreed upon ;

To invest and dispose of the funds of the company which are not immediately required in the manner to be decided upon from time to time ;

To distribute in cash or otherwise, as may be decided, all assets of the company between its members and particularly the shares, bonds, debentures and other values of any other company formed for the purpose of taking over the whole or a part of the assets or engagements of the present company ;

To act in the capacity of agents for the purposes of selling, leasing, managing or administering immoveable properties and have commissions paid for its services ;

To make advances in cash, to guarantee the undertakings or otherwise assist the clients or others having business relations with the company and to acquire and hold values of all kinds, moveable or immoveable for debts, undertakings or obligations due to the company ;

To carry on the business of builders, contractors or furnishers of material ;

To remunerate by payments in cash or by the issue of paid up shares of the company or by its bonds, or debentures, or in any other way, any person or corporation for services rendered in placing or assisting in placing or in guaranteeing the placing of the shares of the capital stock of the company or of all bonds or other values of the company or relating to the formation or promotion of the company or otherwise ;

To contract loans on its own credit or in connection with its investments or by means of the issue of vouchers, bonds or otherwise ;

To make hypothecary loans and generally to perform all transactions appropriate to firms of credit ;

Faire toutes les choses nécessaires, convenables ou propres à l'accomplissement des fins ou pour atteindre les objets ci-dessus énumérés ou qui pourraient paraître profitables à la corporation, à quelque époque que ce soit, et en général exercer toute autre industrie que la corporation croirait pouvoir exercer convenablement en rapport avec les objets ci-dessus ou pouvant augmenter la valeur ou rendre profitables les droits ou biens de la compagnie ;

Les objets et pouvoirs spécifiés et contenus aux divers paragraphes et clauses des présentes ne seront limités ni restreints d'aucune manière, par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe ou clause que ce soit, sous le nom de "Le Crédit Hypothécaire Canadien Incorporée", avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en dix mille actions (10,000) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

3567

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Pierre E. Beaudoin et Alphonse Blais, marchands, de Thetford Mines, J. Clovis Gagné, imprimeur, de Sherbrooke, Alfred Gagnon, marchand, de Thetford Mines, Henri Lemay, avocat, de Sherbrooke, Henri Roberge et Joseph O. Vallières, marchands, de Thetford Mines, dans les buts suivants :

De faire affaires comme éditeurs de journaux, imprimeurs, publicistes et entrepreneurs de tous genres d'affaires d'imprimerie tels que travaux de gravure, de lithographie, de relure, d'annonce ; de faire le commerce en gros et en détail comme libraires et papetiers, et de faire tout ce qui peut être nécessaire et utile à cet effet ;

D'acquérir, imprimer, publier tout journal ou publication, et de faire tout ce qui a rapport aux affaires d'un propriétaire de journal et d'un publiciste ;

De promouvoir ou aider à promouvoir toute autre compagnie faisant même genre d'affaires, et de devenir actionnaires de toute semblable compagnie ou corporation ;

De devenir agents et d'agir comme tels pour toute personne ou compagnie, étrangère ou non, faisant affaires du même genre que la dite compagnie ;

De construire, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir tout édifice, magasins, bureaux, ateliers, machineries, ustensiles et toute autre chose nécessaire ou utile à l'accomplissement des fins pour lesquelles la compagnie demande son incorporation, en quelque lieu que ce soit dans la province de Québec ;

D'acquérir, louer, vendre, prendre ou donner en gage, aliéner toute propriété mobilière ou immobilière, et en général faire toute transaction ou tout contrat se rapportant à des choses immobilières pour le bénéfice de la compagnie et étant du genre de ceux faits par des agents ou commerçants en semblables matières ;

D'acquérir de quelque manière que ce soit la propriété de toute personne ou compagnie faisant affaires en semblables matières ;

D'emprunter toute somme d'argent, sur l'approbation des actionnaires de la compagnie, et de garantir tels emprunts par l'émission de bons, débiteures ou toutes autres garanties que pourra donner la compagnie, hypothécaires ou autres ; d'émettre des billets promissoires et des lettres de change aux mêmes fins ;

De faire en général tout ce qui peut être nécessaire ou utile pour remplir l'objet pour lequel l'incorporation de la compagnie est demandée, sous le nom de "La Compagnie de Publication Le Mineur," avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00).

To do all things necessary, suitable or proper for the accomplishment of the purposes or to attain the objects above set forth or which might appear profitable to the corporation at any time and generally to carry on all other business which the corporation may consider itself rightly entitled to carry on in connection with the above objects or capable of increasing the value or making profitable the rights or assets of the company ;

The objects and powers specified and contained in the various paragraphs or clauses of these presents shall not be limited nor restricted in any way by induction or deduction of the terms of any other paragraph or clause whatever, under the name of "Le Crédit Hypothécaire Canadien, Incorporée", with a total capital stock of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

3568

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1910, incorporating Messrs. Pierre E. Beaudoin and Alphonse Blais, merchants, of Thetford Mines, J. Clovis Gagné, printer, of Sherbrooke, Alfred Gagnon, merchant, of Thetford Mines, Henry Lemay, advocate, of Sherbrooke, Henri Roberge and Joseph O. Vallières, merchants, of Thetford Mines, for the following purposes :

To carry on business as editors of newspapers printers, publishers and contractors for all kinds of printers business, such as works of engraving, of lithographing, of binding, of advertising ; to carry on a wholesale and retail business as booksellers and stationers, and to do everything that may be necessary or useful to that effect ;

To acquire, print and publish any newspaper or publication, and to do every thing relating to the business of the proprietor of a newspaper or of a publisher ;

To promote or assist in promoting any other company doing the same kind of business and to become shareholders in every similar company or corporation ;

To become agents of and to act as such for every person or company, foreign or not, doing a business of the same kind as the said company ;

To construct, erect, purchase, lease or otherwise acquire all buildings, shops, offices, workshops, machinery, implements and every other thing necessary or useful for the carrying out of the purposes for which the company asks for incorporation in any place whatever in the province of Québec ;

To acquire, lease, sell, receive or give in pledge and alienate all moveable or immoveable property and generally to perform all transactions or contracts relating to immoveable property for the benefit of the company and being of the kind of those done by agents or traders in similar matters ;

To acquire in any manner whatever the property of every person or company carrying on business in similar matters ;

To borrow any amount of money, with the approval of the shareholders of the company and to secure such loans, by the issue of bonds, debentures or any other securities which the company can give, hypothecary or other ; to issue promissory notes and bills of exchange for the same purposes ;

Generally to do every thing that may be necessary or useful to perform the objects for which the incorporation of the company is asked, under the name of "La Compagnie de Publication Le Mineur", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00).

000 00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Thetford Mines.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,
3605 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 3e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Henri Casavant, commis-voyageur, Henri Levitt, Benjamin Aaronson, Walter Isaacs et Alberick Paquette, marchands, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir et prendre comme une affaire en opération, les droits et clientèle des affaires maintenant conduites par MM. Henry Levitt et Henri Casavant, à Montréal, et de les payer avec des actions acquittées et non sujettes à appel ;

Faire les affaires de marchands de marchandises sèches, marchands de hardes, manufacturiers de vêtements, fourreurs, merciers, manufacturiers et importateurs de meubles de ménage, faïenceries et autres articles et commodités pour l'usage et consommation du ménage ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée, ou étant sur le point de faire ou engagée dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "The Canadian Premium & Importing Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,
3493.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Philibert Cliche, Joseph Alphonse Nadeau, Beauce Jonction, Johnny Nadeau, Saint-Joseph de Beauce, Thomas Cliche, Saint-Joseph de Beauce, et A. Alfred Avard, de Beauce Jonction, commerçants, dans les buts suivants :

Manufacturer des balais, brosseaux, valises et tout objet en général pouvant être manufacturé avec du bois et en faire commerce comme agent ou autrement ;

Manufacturer, acheter et faire le commerce de toute sorte d'appareils, machines, instruments, outils, fournitures, procédés et choses requis par la compagnie ou par ses clients ou employés ou capables d'être employés en rapport avec ses opérations ;

Acheter ou acquérir toutes affaires de même nature d'aucun intérêt ou contrôle, y ayant rapport, et de les payer en argent, actions acquittées, ou débentures de la compagnie ;

Acheter et posséder des actions et obligations de toute compagnie faisant les mêmes affaires ;

thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Thetford Mines.

Dated at the office of the provincial secretary, this thirteenth day of August, 1910.

JOS. DUMONT,
3606 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 3rd day of August, 1910, incorporating Messrs. Henri Casavant, commercial traveller, Henry Levitt, Benjamin Aaronson, Walter Isaacs and Alberick Paquette, merchants, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over as a going concern, the rights and good-will of the business now carried on by Messrs. Henry Levitt and Henri Casavant, at Montreal, and to pay for the same with fully paid up and non assessable shares ;

To carry on the business of dry goods men, clothiers, clothing manufacturers, furriers, haberdashers, manufacturers and importers, household furniture, crockery and other articles and commodities of personal household use and consumption ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit this company ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engaged in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable or transferable instruments, under the name of "The Canadian Premium & Importing Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this third day of August, 1910.

JOS. DUMONT,
3494 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing dated the third day of August, 1910, incorporating Messrs. Philibert Cliche, Joseph Alphonse Nadeau, Beauce Junction, Johnny Nadeau, Saint Joseph de Beauce, Thomas Cliche, Saint Joseph de Beauce, and A. Alfred Avard, traders, of Beauce Junction, for the following purposes :

To manufacture brooms, brushes, paint brushes, trunks and all other objects generally which can be manufactured with wood and to do business in the same as agent or otherwise ;

To manufacture, buy and trade in all sorts of apparatus, machinery, implements, tools, material processes and things required by the company or by its customers or employed or fit to be employed in connection with its operations ;

To purchase or acquire all business of the same nature and of any interest or control in connection with it, and to pay for the same in money, in paid up shares or debentures of the company ;

To purchase and hold shares and obligations of all companies doing a similar business ;

Acquérir toute propriété meubles et immeubles qui peuvent être nécessaires pour les fins de ses affaires, par achat, bail ou autrement, ensemble avec les bâtiments, appareils, matériels et machines, et de les vendre, louer et en disposer, autrement ou en partie ;

Emprunter de l'argent et hypothéquer les immeubles et engager la propriété personnelle de la compagnie pour garantir tout argent emprunté ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, débiteures et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "La Compagnie P. Cliche, Limitée", avec un capital total de quarante neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Beauce Junction.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3475-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Clotaire Lessard, Linière Vachon, Philippe Grondin et Thomas Dostie, marchands, et François Xavier Dufour, avocat, de Saint-Ephrem, dans les buts suivants :

Construire, acheter ou acquérir et vendre des aqueducs et faire toute transaction ayant rapport aux aqueducs dans la province de Québec, sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Saint-Ephrem", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Joseph, district de Beauce.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3473-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 3e jour d'août 1910, constituant en corporation MM. Alphide Tremblay, marchand, Joseph Amédée Riberdy, médecin, Wincelas Plante, boulanger, Frank Ritchie, gérant de banque, Amram O. Paquin, commerçant, Ernest Gauthier, marchand, Xavier Brassard, commerçant, et J. Ernest Desbiens, propriétaire, tous de La Tuque, dans les buts suivants :

Construire, équiper, exploiter, un ou plusieurs réseaux téléphoniques, dans les municipalités des villages de La Tuque Falls et de La Tuque ;

Acquérir l'actif et la clientèle de toute personne ou compagnie exploitant un ou des téléphones et les payer en argent ou en actions libérées ;

Acquérir par achat, location ou autrement une ou plusieurs lignes de téléphone dans les dits endroits ;

Employer en tout ou en partie ses fonds pour l'achat d'actions d'autres corporations et compagnies faisant le même commerce ;

Faire toutes espèces de contrats avec les compagnies ou personnes exploitant un ou des réseaux de téléphone dans le but d'assurer la transmission et l'échange des messages et agrandir ainsi sa sphère d'actions ;

Louer, fabriquer, vendre, acheter et d'une manière générale faire le commerce de tous les instruments, appareils et matériaux nécessaires à son exploitation ; exploiter tous brevets et franchises ;

Emprunter toutes sommes d'argent nécessaires à son entreprise par le moyen de bons, débiteures ou autrement, et garantir tels emprunts de la manière jugée convenable, aux termes de la loi ;

To acquire all moveable and immoveable property which may be necessary for the purposes of its business by purchase, lease or otherwise, together with the buildings, apparatus, material and machinery, and to sell, lease and dispose of them otherwise or in part ;

To borrow money and to hypothecate the immoveable and to pledge the personal property of the company to secure all money borrowed.

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, debentures and other negotiable and transferable instruments, under the name of "La Compagnie P. Cliche, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Beauce Junction.

Dated at the office of the provincial secretary, this third day of August 1910.

JOS. DUMONT,

3476

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the third day of August, 1910, incorporating Messrs. Clotaire Lessard, Linière Vachon, Philippe Grondin and Thomas Dostie, merchants, and François Xavier Dufour, advocate, of Saint Ephrem, for the following purposes :

To construct, purchase or acquire and sell aqueducts and carry on all transactions in connection with aqueducts in the province of Quebec, under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Saint-Ephrem", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Joseph, district of Beauce.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this third day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3474

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 3rd day of August, 1910, incorporating Messrs. Alphide Tremblay, merchant, Joseph Amédée Riberdy, physician, Wincelas Plante, baker, Frank Ritchie, bank manager, Amram O. Paquin, trader, Ernest Gauthier, merchant, Xavier Brassard, trader, and J. Ernest Desbiens, proprietor, all of La Tuque, for the following purposes :

To construct, equip and work one or more telephonic systems, in the municipalities of the villages of La Tuque Falls and La Tuque ;

To acquire the assets and business of any person or company working one or more telephones and pay them in cash or in paid up shares ;

To acquire by purchase, lease or otherwise one or more telephone lines in the said localities.

To employ in whole or in part its capital for the purchase of shares of other corporations or companies doing the same business ;

To make all kinds of contracts with companies or persons working one or more telephone systems with the object of assuring the transmission and exchange of messages and thus enlarging its sphere of action ;

To let, manufacture, sell, buy and in a general way do business in all instruments implements and materials necessary for its business ; to work all patents and franchises ;

To borrow all sums of money necessary for its enterprises by means of bonds, debentures or otherwise and secure such loans in the manner, thought proper in the terms of the law ;

Vendre son actif ou son entreprise à toute compagnie ou personne habile à en faire l'acquisition ;

Faire et conclure avec toute corporation municipale ou autres tous traités, arrangements et contrats ;

Acquérir et posséder tous immeubles et meubles nécessaires à son exploitation, sous le nom de "La Compagnie de Téléphone de la Tuque Falls", avec un capital total de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à La Tuque Falls.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour d'août 1910.

JOS. DUMONT,

3519-2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-cinquième jour de juillet 1910, constituant en corporation MM. J. Ernest Desbiens, marchand, Alphide Tremblay, industriel, Arthur Paquin, entrepreneur, Euchariste Crête, industriel, de la Tuque, et Charles Delagrave, notaire, de Québec, dans les buts suivants :

Acquérir et posséder des biens meubles et immeubles pour les fins de ses affaires, et les vendre, aliéner, échanger ou louer ;

Construire et entretenir des digues dans les comtés de Champlain, Portneuf, Pontiac, le long du parcours des chemins de fer Transcontinental National et Québec et Lac Saint Jean ; conduire l'eau des rivières ou cours d'eau endigués par elle, au moyen de canaux ou d'écluses ou canaux d'écluses ; construire toutes les écluses, jetées et faire tous autres travaux nécessaires sur les dits canaux ; prendre possession du lit et de la grève des rivières et y avoir accès, à l'entrée des dits canaux ou canaux d'écluses ainsi que pour les fondations d'iceux dans toute leur longueur, et à tout endroit où il pourra être jugé nécessaire ou à propos d'établir un ou des débouchés pour les eaux de ces canaux, canaux d'écluses, ou biefs pour les pouvoirs hydrauliques pris des dits canaux, ou canaux d'écluses ou pour amener l'eau aux roues, ou construire un ou des abris pour les machines ; entrer sur et arpenter tous terrains nécessaires pour les fins de ses affaires, et pour se protéger contre les inondations ou accidents ; acquérir, acheter, posséder et avoir en jouissance tous les terrains nécessaires pour les fins de ses opérations, ainsi que pour tous fossés qui pourront se trouver le long des dits travaux ; faire tous ponts, intersections et traverses au travers des, sous, ou sur les chemins publics ou privés, aqueducs ou canaux ; ériger, construire et maintenir des poteaux, conduites, lignes et fils métalliques et autres appareils pour la transmission de l'électricité et du gaz à tous endroits, dans les dits comtés avec le consentement des municipalités ;

Acheter et développer des pouvoirs hydrauliques le long des lignes de chemins de fer Transcontinental National et Québec et Lac Saint-Jean, dans les comtés plus haut nommés, et en faire usage, les vendre et en disposer ; louer ou vendre de l'eau ou de la force motrice pour l'exploitation de chemins de fer ou de tramways, et pour actionner des machines dans les moulins, entrepôts et manufactures ; construire et maintenir des magasins, entrepôts et autres édifices pour la réception et l'emmagasinage des marchandises ; construire des élévateurs, des grues et des bascules et tous autres ouvrages de constructions jugés nécessaires pour atteindre pleinement les fins et les intentions des présentes ;

Manufacturer, fournir et vendre du gaz et de l'électricité, et en disposer pour des fins d'éclairage, de chauffage ou de force motrice et tout autre fin à laquelle ils pourraient servir dans les comtés de Champlain, Portneuf et Pontiac ; manufacturer et vendre le carbure de calcium et les produits secondaires provenant de sa fabrication, le gaz acétylène et tous autres gaz et produits provenant du carbure de calcium ;

To sell its assets or its contracts to any company or person qualified to acquire the same ;

To make and conclude with all municipal corporations or others all agreements, arrangements or contracts ;

To acquire and hold all immoveable and moveables necessary for its working, under the name of "La Compagnie de Téléphone de La Tuque Falls", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at La Tuque Falls.

Dated at the office of the Provincial Secretary of the province, this third day of August, 1910.

JOS. DUMONT,

3520

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of July, 1910, incorporating Messrs. J. Ernest Desbiens, merchant, Alphide Tremblay, manufacturer, Arthur Paquin, contractor, Euchariste Crête, manufacturer, of La Tuque, and Charles Delagrave, notary, of Quebec, for the following purposes :

To acquire and possess moveable and immoveable property for the purposes of their business and to sell, alienate, exchange or lease them ;

To construct and maintain dams in the counties of Champlain, Portneuf and Pontiac, along the lines of the National Transcontinental and the Quebec and Lake Saint John Railways ; to conduct the water from the rivers or streams, dammed by them by means of canals, locks or sluices ; to construct all the locks, piers and to do all other necessary work on the said canals, to take possession of the beds and beaches of the rivers and have access thereto at the entry of the said canals or sluices as well as for their foundations on their whole length and at all place where it might be judged necessary or proper to establish one or more outlet for the waters of these canals, sluices or locks for the hydraulic powers taken from the said canals or sluices or to lead the water to the wheels, or to construct one or more shelters for the machinery, to enter upon and to survey all lands necessary for the purposes of their business, and to protect themselves from inundations or accidents ; and acquire, purchase, possess and hold in enjoyment all the lands necessary for the purposes of their works as well as for all trenches which may be found along the said works, to make all bridges, intersection and crossings, across, under or upon the public or private roads, aqueducts or canals, to erect, construct and maintain all posts, pipes, metallic lines and wires and other gearing for the transmission of electricity and of gas to all places in the said counties with the consent of the municipalities ;

To purchase and develop hydraulic powers along the lines of the National Transcontinental and the Quebec and Lake St. John Railways, in the counties above named, and to use, sell and dispose of them, lease or sell water or motive power, for the working of railways, or tramways, and to work the engines in the mills, warehouses and factories, to build and maintain shops, warehouses and other buildings for receiving and storing of merchandise ; to construct elevators, cranes and weighing machines, and all others works of construction considered necessary fully to attain the objects and intention of these presents ;

To manufacture, furnish and sell gas and electricity, and to dispose of the same for purposes of lighting, heating and motive power and all other purposes for which they might be useful in the counties of Champlain, Portneuf and Pontiac, to manufacture and sell carburet of calcium and the by-products arising from its manufacture, acetylene gas and all other gas and products arising from carburet of calcium ;

Acquérir, ériger, exploiter des terrains et limites à bois, pulperies, fabriques de papiers de cartons, aqueducs, scieries, moulins à décortications, manufactures de meubles de jouets et de tous autres produits manufacturés avec du bois ou de la pulpe et du papier et de manufacturer tous les produits, outils et accessoires se rapportant à l'électricité et autres industries, et en disposer et, en général, faire les affaires comme commerçant et fabricant de papier, de pulpe mécanique et chimique, cartons, bois de construction et produit de bois ;

Les directeurs pourront émettre comme actions libérées des actions du capital actions de la compagnie, en paiement du total ou de partie des affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, baux, pouvoirs, privilèges, lettres patentes, contrats, immeubles, stocks, actif et autres propriétés de toute personne, compagnie ou corporation municipale que la compagnie pourra légalement acquérir en vertu des présentes lettres patentes, et ils pourront répartir et livrer ces actions à toute personne, compagnie ou corporation ou à ses actionnaires, et émettre comme actions acquittées et non sujettes à des appels, des actions du capital actions de la compagnie, et les répartir et les livrer en paiement de droits de passage, terres, droits, matériel, propriétés, brevets d'invention, matériel roulant ou matériaux de toute nature, ou pour services rendus à la compagnie ; et toute telles émissions et répartitions d'actions lieront la compagnie, et ces actions ne seront pas sujettes à des appels de fonds et ceux qui en seront porteurs n'encourront de ce chef aucune responsabilité ; et la compagnie pourra, pour toute telle propriété ou pour tout tels services rendus à la compagnie, payer en totalité ou en partie, avec des obligations suivantes que les directeurs jugeront convenables ;

De faire les affaires de mines, de moulins de réduction et de développements, chercher, ouvrir, explorer, développer, travailler, améliorer, maintenir et conduire des mines d'or, d'argent, de cuivre, de charbon, de fer, d'asbeste et autres mines, minéral et autres dépôts et propriétés ;

La compagnie pourra recevoir de tout gouvernement ou de toute personne, cité, ville, municipalité ou village, constitués ou non en corporation et ayant le pouvoir de le faire ou de l'accorder, comme aide à la construction, à l'équipement et au maintien des dits ouvrages, des concessions de terres, exemptions de taxes, droits exclusifs, prêts, dons en argent, garanties et autres valeurs, et elle pourra les détenir et en disposer pour les besoins de la compagnie ;

Entrer en arrangement pour le partage des profits en union d'intérêt, risques conjoints, concessions réciproques ou autrement avec toute personne ou compagnie faisant ou sur le point de faire toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire et promouvoir et aider à l'avancement et devenir actionnaire dans toute telle compagnie ou compagnies, et acheter ou acquérir autrement des actions et garanties de telle compagnie ou compagnies et de les posséder, vendre, garantir, émettre de nouveau avec ou sans garantie ou autrement ;

Acquérir la clientèle, propriété, droit et actif, et prendre les obligations de toute personne, société ou compagnie endettées envers la compagnie ou faisant toutes affaires semblables à celles conduites par cette compagnie et de les payer en argent ou en actions libérées ou garanties de cette compagnie ou autrement ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et émettre des billets promissaires, lettres de change, mandats, débetures, garanties ;

Distribuer en espèces ou autrement, selon qu'il sera décidé, tout l'actif de la compagnie parmi ses membres et en particulier les actions, obligations, débetures ou autres garanties de toute autre com-

To acquire, erect and work land and timber limits, pulp mills, paste board factories, aqueducts, saw-mills, barking mills, manufactories of furniture and toys and of all other products made from wood or with pulp or paper and to manufacture all the products, tools and accessories in connection with electricity and other manufactures, and to dispose of the same and generally to do business as traders and makers of paper, of mechanical and chemical pulp, of card board, of lumber for building purposes and of the products of wood ;

The directors may issue as paid up shares, shares in the capital stock of the company, in payment of the whole or in part of the business, franchises, enterprises, properties, rights, leases, powers, privileges, letters patent, contracts, immoveables, stock, assets and other properties from every person, company or municipal corporation which the company can legally acquire in virtue of these present letters patent, and make all arrangement for this purpose or relating to it, and undertake the obligations resulting from it for such person or company and to acquire, hold or alienate in whole or in part the shares obligations and values of such person or of such company with whom the company has made an arrangement or contract and they may apportion and deliver these share to every person, company or corporation or to its shareholders and issue as paid up shares and not subject to calls shares of the capital stock of the company and apportion and deliver them in payment of rights of way, land, rights, materials properties, patents of invention, rolling stock or materials of every kind, or for services rendered to the company ; and all such issuing and apportionment of shares will bind the company, and these shares shall not be subject to calls and the holders of them will not incur any responsibility on this account, and the company may, for all such property or for all such services rendered to the company, pay in whole or in part, with bonds according as the directors may think proper ;

To carry on business in mines, in mills for stamping and development, to search for, open, explore, develop, work, improve, maintain and carry on mines of gold, silver, copper, coal, iron, asbestos and other mines, mineral and other deposits and properties ;

The company may receive from every government or from every person, city, town, municipality or village incorporated or not and having the power to do so or to grant as an aid to the construction, to the equipment, and to the maintenance of these works, concessions of land, exemptions from taxes exclusive rights, loans, gifts in money, guarantees and other values and it may hold them and dispose of them for the wants of the company ;

To enter into arrangements for the division of profits or for the union of interests, joint risks, reciprocal or other concessions with every person or company doing or about to carry on any business which the company is authorized to do and to promote and assist in the advancement and to become a stock holder in every such company or companies, and to purchase or otherwise acquire shares or securities of such company or companies, and to hold them, sell them, guarantee them and issue them again with or without guarantee or otherwise ;

To acquire the business, property rights and assets, and to undertake the obligations of every person, society or company, indebted to the company or carrying on similar business to that carried on by this company and to pay them in cash or in paid up shares or securities of this company or otherwise ;

To draw, make, accept, endorse, discount and issue promissory notes, bills of exchange, drafts, debentures and bonds ;

To distribute in cash or otherwise, as it will be decided, all the assets of the company among its members and particularly the shares, bonds, debentures or other securities of every other company

pagne formée pour prendre tout ou aucune partie de l'actif ou obligation de cette compagnie et rembourser aux actionnaires de la compagnie, si c'est à propos, toute partie du capital de la compagnie pourvu que toutes les obligations de la compagnie aient été payées ;

Les objets ou fins et pouvoirs précédemment énumérés de la compagnie seront considérés comme distincts et ne dépendront pas les uns des autres ; et la compagnie pourra exercer d'un ou plus des dits pouvoirs sans égards aux autres ; et aucun des articles ci-haut les concernant ne sera limité dans sa généralité ou interprété de manière à être subordonné à quelque autre article ; et en cas d'ambiguïté, chaque article sera interprété de manière à étendre et non pas restreindre les pouvoirs de la compagnie ;

La compagnie aura le droit de tenir ses assemblées de directeurs et d'actionnaires à tout endroit dans la province de Québec, sous le nom de "La Compagnie de Développements Hydro-Electriques de La Tuque", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à La Tuque.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de juillet 1910.

JOS. DUMONT,
3515.2 Sous-secrétaire de la province.

Québec, 8 août 1910

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village de Sacré-Cœur de Jésus, comté de Beauce, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

JEREMIE L. DECARIE,
3495.2 Secrétaire de la province.

Québec, 9 août 1910.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Téléphore Brassard, écuyer, notaire public, pratiquant et résidant dans la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, district d'Iberville, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu J. U. Achille Tremblay, en son vivant notaire public, pratiquant à Saint-Bernard de Lacolle, comté et district susdits conformément aux dispositions du code du notariat.

JEREMIE L. DECARIE,
3509.2 Secrétaire de la province.

No 2526.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 4 août 1910.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Rigaud, comté de Vaudreuil, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Rigaud, les Nos 114 et suivants jusqu'au No 125, inclusivement, les Nos 212 et suivants jusqu'au No 218, inclusivement, et de les annexer à celle de Vaudreuil, dans le même comté.

3479.2

No 2085.10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 4 août 1910.

En conformité des dispositions de l'article 2591 S. R. P. Q., 1909, le Surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à l'effet de détacher de

formed to take over the whole or any part of the assets or obligations of this company and to repay to the shareholders of the company, if it is expedient the whole of the capital of the company provided that all the obligations of the company shall have been paid ;

The objects or purposes and powers above set forth of the company shall be considered distinct and will not depend the one upon the other ; and the company may exercise one or more of the said powers without regard to the others and none of the above articles concerning them shall be limited in its generality or interpreted in such a manner as to be subordinate to some other article and in case of ambiguity each article shall be interpreted in a way to extend and not to restrict the powers of the company ;

The company will have the right to hold the meetings of its directors and shareholders any where in the province of Quebec, under the name of "La Compagnie de Développements Hydro-Electriques de la Tuque", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at La Tuque.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty fifth day of July, 1910.

JOS. DUMONT,
3516 Deputy Provincial Secretary.

Québec, 8th August, 1910.

Notice is hereby given that an application has been made to the Lieutenant Governor in council, by the municipality of the village of Sacré-Cœur de Jésus, county of Beauce, to obtain the authorization to publish in the French language only, any notice, by-law or resolution adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

JEREMIE L. DECARIE,
3496 Provincial Secretary.

Québec, 9th August, 1910.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Téléphore Brassard, esquire, notary public, practising and residing in the town of Saint-Jean, county of Saint-Jean, district of Iberville, by which he asks for the transfer in his favor, of the minutes, repertory and index of the late J. U. Achille Tremblay, in his lifetime notary public, practising at Saint-Bernard de Lacolle, in the above named county and district, in accordance with the provisions of the notarial code.

JEREMIE L. DECARIE,
3510 Provincial Secretary.

No. 2526.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 4th August, 1910.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the superintendent give notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Rigaud, county of Vaudreuil, the lands bearing on the official cadastre of the parish of Rigaud, the Nos 114 and following to the No. 125, inclusively, the Nos. 212 and following to the No 218, inclusively, and to annex the same to the school municipality of Vaudreuil, in the same county.

3480

No. 2085.10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 4th August, 1910.

In conformity with the provisions of article 2591 R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that an application has been made to him, to detach

la municipalité scolaire de Coupalville, comté de Terrebonne, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton de Salaberry, les Nos 79 et suivants jusqu'à 88, inclusivement, du 2e rang de ce canton, et de les annexer à celle de Saint-Jovite, dans le même comté.

3481.2

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui

from the school municipality of Coupalville, in the county of Terrebonne, the lands bearing, on the official cadastre of the township of Terrebonne, the official Nos. 79 and following to the No. 88, inclusively, of the 2nd range of this township, and to annex the same to that of Saint Jovite, on the same county.

3482

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall

nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

2569

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations instantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un

require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended : and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clrk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

2570

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY,

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the inter-

mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention et ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la

val of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules

Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2571 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

L'assemblée annuelle générale des actionnaires de la Compagnie Electrique de Hull sera tenue au bureau principal de la compagnie, dans la cité de Montréal, Qué., mercredi, le 7e jour de septembre 1910, à deux heures et demie p. m., pour recevoir le rapport des directeurs pour l'année passée, et pour la transaction d'autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

3569 C. C. PANGMAN,
Secrétaire.

Province de Québec. }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1697.

Dame Zephirina Monette, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre Alphonse Simard, boucher, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 17 août 1910. 3613

of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of by existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2572 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

The annual general meeting of the shareholders of the Hull Electric Company will be held at the head office of the company, in the city of Montreal, Que., on Wednesday, the 7th day of September, 1910, at half past two o'clock p. m., for the purpose of receiving the report of the directors for the past year, and for the transaction of such other business as may be brought before the meeting.

3570 C. C. PANGMAN,
Secretary.

Province of Québec. }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1697.

Dame Zephirina Monette, of the city and district of Montreal, duly authorized, has taken, this day, an action in separation as to property against Alphonse Simard, butcher, of the same place.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th August, 1910. 3614

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2262.

Dame Lisa Mellinson, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Nathan Brotman, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
 Le dit Nathan Brotman, du même lieu, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24 juin 1910.

JACOBS & HALL,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 août 1910. 3471-2

No 1893—Cour Supérieure—Beauharnois—Dame Marie Bélanger a intenté une action en séparation de biens contre son époux, Ennis Dickson. Arthur Plante, procureur de la demanderesse. Valleyfield, 7 août 1910. 3497-2

No 3195, Cour Supérieure, Montréal. Rachel Golde Frank, Demanderesse ; vs Solomon Cohen, marchand, de Montréal, Défendeur. La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre le défendeur.

N. A. MILLETTE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 août 1910. 3561-2

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 908.

Dame Idolie Ste. Marie a pris une action en séparation de biens contre son mari, Napoléon Fournier, du township de Hereford, district de Saint-François, cultivateur, le 15ème jour de juillet 1910.

ST. PIERRE & VERRET,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 15 juillet 1910. 3523-2

Joséphine Dubé, épouse de Léon Morin, marchand, de Saint-Louis du Ha! Ha!, a institué une action en séparation de biens contre son mari, devant la cour supérieure du district de Kamouraska, sous le No 4502, des dossiers de cette cour. W. A. POTVIN, Procureur de la demanderesse. Fraserville, 2 août 1910. 3407.3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 503.

Dame Rose-Alma Blain, de Montréal, épouse de Téléphore Trudeau, entrepreneur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Téléphore Trudeau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2 août 1910.

ADELARD LEDUC,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 août 1910. 3423.3

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 8416.

Dame Jessie Mabel Dingman, épouse commune en biens de Percival Clinton Taylor, ci-devant du canton de Potton, district de Bedford, Demanderesse ;

vs

Le dit Percival Clinton Taylor, du dit canton de Potton, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6e jour de juillet 1910.

CHAUVIN, BAKER & WALKER,

Procureurs de la demanderesse.

Sweetsburg, 21 juillet 1910. 3303.4

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2262.

Dame Lisa Mellinson, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Nathan Brotman, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Nathan Brotman, of the same place, merchant, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 24th June, 1910.

JACOBS & HALL,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th August, 1910. 3472

No. 1893—Superior Court—Beauharnois—Dame Marie Bélanger has instituted an action for separation as to property against her husband, Ennis Dickson. Arthur Plante, attorney for plaintiff. Valleyfield, 7th August, 1910. 3498

No. 3195, Superior Court, Montreal. Rachel Golde Frank, Plaintiff ; vs Solomon Cohen, merchant, of Montreal, Defendant. The plaintiff has, this day, instituted an action in separation of property against the defendant.

N. A. MILLETTE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 11th August, 1910. 3562

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 908.

Dame Idolie Ste. Marie has taken an action separation of property against her husband, Napoléon Fournier, of the township of Hereford, district of Saint Francis, farmer, the 15th day of July, 1910.

ST. PIERRE & VERRET,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 15th July, 1910. 3524

Joséphine Dubé, wife of Léon Morin, of Saint Louis du Ha! Ha!, merchant, has instituted an action for separation as to property against her husband, before the superior court of the district of Kamouraska, under number 4502, of the records of this court. W. A. POTVIN, Attorney for plaintiff. Fraserville, 2nd August, 1910. 3408

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court*
 No. 503.

Dame Rose-Alma Blain, of Montreal, wife of Téléphore Trudeau, contractor, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Téléphore Trudeau, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day, against the defendant.

ADELARD LEDUC,

Attorney for the plaintiff.

Montreal, 2nd August, 1910. 3424

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 8416.

Dame Jessie Mabel Dingman, wife common as to property of Percival Clinton Taylor, formerly of the township of Potton, district of Bedford, Plaintiff ;

vs

The said Percival Clinton Taylor, of the said township of Potton, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 6th day of July, 1910.

CHAUVIN, BAKER & WALKER,

Attorneys for plaintiff.

Sweetsburg, 21st July, 1910. 3304

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame B. Gelbman, des cité et district de Montréal,
 épouse commune en biens de Morris Klein, du
 même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs

Morris Klein, du même lieu, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 par la demanderesse contre le défendeur, le 29e
 jour de juin 1910.

MARGOLESE & TRITT,
 Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 18 juillet 1910 3213.5

Province de Québec, }
 District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
 No 2713.

Dame Marie-Louise Emond, de Fraserville, épouse
 commune en biens de Théodule Daris, ci-devant
 embouteilleur de bière, et maintenant employé
 de l'Intercolonial, du même lieu, la dite Dame
 dûment autorisée par l'un des juges de cette
 cour à ester en justice aux fins des présentes,
 Demanderesse ;

vs

Le dit Théodule Daris, de Fraserville,
 Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 6 mars de l'année 1910.

LEON PARADIS,
 Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 14 juillet 1910. 3209.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No 3663.

Dame Dora Stone, des cité et district de Montréal,
 épouse commune en biens de Samuel Silverstone,
 du même lieu, gérant, dûment autorisée à ester
 en justice, Demanderesse ;

vs

Samuel Silverston, des cité et district de Montréal,
 gérant.

Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 28 juillet 1910.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
 Procureurs de la Demanderesse.

Montréal, 28 juillet 1910. 3375.4

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 1401.

Dame Hannah M. Sax, des cité et district de Mont-
 réal, épouse commune en biens de Chaim S.
 Michaels, du même lieu, dûment autorisée à ester
 en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Chaim S. Michaels, commerçant, du même
 lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, ce jour.

M. M. SPERBER,
 Procureur de la demanderesse.

Montréal, 4 août 1910. 3463-3

Province de Québec, }
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieurs.*
 No 223.

Dame Florence E. C. Proult, épouse commune en
 biens de James Church, du township de Leeds,
 commerçant, dûment autorisée par la cour, à
 instituer les présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit James Church, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 en cette cause, le 13 juin 1910.

J. E. METHOT,
 Avocat de la demanderesse.

Arthabaska, 25 juillet 1910. 3451.3

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame B. Gelbman, of the city and district of Mon-
 treal, wife common as to property of Morris
 Klein, of the same place, being duly authorized
 to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Morris Klein, of the same place, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 entered by the plaintiff against the defendant, the
 28th day of June, 1910.

MARGOLESE & TRITT,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 18th July, 1910. 3214

Province of Quebec, }
 District of Kamouraska. } *Superior Court.*
 No. 2713.

Dame Marie-Louise Emond, of Fraserville, wife
 common as to property of Théodule Daris, here-
 tofore beer-bottler and presently an employee of
 the Intercolonial, of the same place, the said
 Dame authorize by one of the judges of the said
 court, "à ester en justice" for the purpose hereof,
 Plaintiff ;

vs

The said Théodule Daris, of Fraserville,
 Defendant.

An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on the 6th March, of the
 year 1910.

LEON PARADIS,
 Attorney for plaintiff.

Fraserville, 14th July, 1910. 3210

Province of Quebec, }
 District of Montreal, } *Superior Court.*
 No, 3663.

Dame Dora Stone, of the city and district of Mon-
 treal, wife common as to property of Samuel Sil-
 verstone, of the same place, manager, and duly
 authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Samuel Silverstone, of the city and district of Mon-
 treal, manager, Defendant.

An action for separation as to property has been
 instituted in this cause on the 28th July, 1910.

TRIHEY, BERCOVITCH & KEARNEY,
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th July, 1910. 3376

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 1401.

Dame Hannah M. Sax, of the city and district of
 Montreal, wife common as to property of Chaim
 S. Michaels, of the same place, and duly author-
 ized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

Said Chaim S. Michaels, trader, of the same place,
 Defendant.

An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, on to-day's date.

M. M. SPERBER,
 Attorney for plaintiff.

Montreal, 4th August, 1910. 3464

Province of Quebec, }
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*
 No. 223.

Dame Florence E. C. Proult, wife common as to
 property of James Church, of the township of
 Leeds, trader, duly authorized by court, to insti-
 tute this, Plaintiff ;

vs

The said James Church, Defendant.
 An action for separation as to property has been
 instituted in this cause, the 13th June, 1910.

J. E. METHOT,
 Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 25th July, 1910. 3452

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 No 8435.

Dame Gertrude A. Welch, épouse commune en biens de Edward S. Cutter, de la ville de Farnham, dans le district de Bedford, entrepreneur de charbon, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens et en séparation de biens contre son dit époux.

McKEOWN & BOIVIN,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sweetsburg, 3 août 1910. 3503-2

CANADA & GULF TERMINAL RY.

AVIS.

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de cette compagnie sera tenue au bureau chef à Montréal, Canadian Express Building, appartement No 705, rue McGill, le mercredi, 7 septembre prochain, à onze (11) heures de l'avant-midi pour les fins suivantes :

1° Pour recevoir le rapport des opérations de la compagnie pour l'année écoulée.

2° Pour procéder à l'élection du bureau de direction pour l'année suivante.

3° Et pour toutes autres affaires qui pourront être soumises à l'assemblée.

RENÉ DUPONT,
 Secrétaire-trésorier.
 Montréal, 9 août 1910. 3505.2

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Assad Bouhamad, 226, Notre-Dame Est, Montréal. Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 29e jour d'août 1910, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

V. LAMARRE,
 Curateur.

Bureaux : 408, Edifice "Power".
 Montréal, 11 août 1910. 3571

Province de Québec, }
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure*
 No 2703.

"The Hull Bargain Co.", de Hull, P. Q., a, le 10 août 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district d'Ottawa, conformément à la loi.

F. A. LABELLE,
 Gardien provisoire.

Hull, 11 août 1910. 3573

Province de Québec, } *Dans la Cour Supérieure de*
 District de Montréal. } *la province de Québec.*
 No. 183

Dans la faillite de Eugène Desjardins.

Il est ordonné aux créanciers de la dite faillite de comparaître devant un des juges de la cour supérieure, dans la salle d'audience No. 31, au palais de justice, à Montréal, le 19ième jour d'août 1910, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis sur la nomination d'un curateur et d'inspecteurs aux biens de la dite faillite.

N. Z. CORDEAU,
 Député protonotaire C. S.
 Montréal, 11 août 1910. 3583

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 No. 8435.

Dame Gertrude A. Welch, wife common as to property of Edward S. Cutter, of the town of Farnham, in the district of Bedford, coal contractor, and duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to bed and board and for separation as to property against her said husband.

McKEOWN & BOIVIN,
 Attorneys for plaintiff.
 Sweetsburg, 3rd August, 1910. 3504

CANADA & GULF TERMINAL RY.

NOTICE.

The annual general meeting of the shareholders of this company will be held at the head office of the company, room 705, Canadian Express Building, McGill street, at eleven (11) a. m., on Wednesday, September 7th, next, for the following purposes :

1. To receive the report of the operations of the company for fiscal year ended.

2. To proceed to the election of the new board for the following year.

3. And for all other business that may be brought before the meeting.

RENÉ DUPONT,
 Secretary treasurer.
 Montreal, 9th August 1910. 3506

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of Assad Bouhamad, 226, Notre-Dame East, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 29th day of August, 1910, after which date this dividend will be payable at my office.

V. LAMARRE,
 Curator.

Offices : 408, "Power" Bldg.
 Montreal, 11th August, 1910. 3572

Province of Quebec, }
 District of Ottawa. } *Superior Court.*
 No. 2703.

"The Hull Bargain Co.", of Hull, P. Q., has, on the 10th August, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court of the district of Ottawa, according to law.

F. A. LABELLE,
 Provisional guardian.

Hull, 11th August, 1910. 3574

Province of Quebec, } *In the Superior Court of the*
 District of Montreal. } *province of Québec.*
 No 183.

In the matter of the insolvency of Eugène Desjardins.

The creditors of the said insolvent are ordered to appear before one of the judges of the superior court in the court room No 31, of the court house, at Montreal, on the 19th August 1910, at ten of the clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator and inspectors to the estate of the said insolvent.

N. Z. CORDEAU,
 Deputy prothonotary S. C.
 Montreal, 11th August, 1910. 3584

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re La Compagnie T. Deguire Limitée, de Mont-
 réal. En liquidation.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier
 et dernier bordereau de dividende est préparé et
 sera payable à mon bureau, le et après le 7ème
 jour de septembre prochain.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 17 août 1910. 3631

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Dan. Daignault, restaurateur, de Montréal,
 Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier
 bordereau de dividende est préparé et sera payable
 à mon bureau, le et après le neuvième jour de sep-
 tembre prochain.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 17 août 1910. 3629

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 98.

Dans l'affaire de Lecomte & Beaubien, banquiers,
 Nicolet, Insolubles.
 Avis est par les présentes donné que, par un
 ordre de la cour supérieure, en date du 10 août
 1910, j'ai été nommé curateur aux biens des dits
 Lecomte & Beaubien, qui ont fait cession de leurs
 biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
 être produites entre mes mains dans les trente
 jours de cet avis.

J. O. COURCHESNE,
 Curateur.

Bureau de J. O. Courchesne, N. P.
 Nicolet, P. Q. 3625

District de Québec.

P. E. Falardeau & Cie, de la cité de Québec,
 corroyeurs et marchands de cuir, ont, le 17 août
 1910, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de
 leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la
 cour supérieure du district de Québec, conformé-
 ment à la loi.

BEDARD & BELANGER,
 Gardiens provisoires.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
 Québec, 17 août 1910. 3607

District de Gaspé.

Napoléon Lefebvre, Sainte-Adelaïde de Pabos,
 comté de Gaspé, marchand, a, le 15e jour d'août
 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de
 ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour
 supérieure du district de Gaspé, conformément à la
 loi.

JOS. E. BEAUDRY,
 Gardien provisoire.

Québec, 17 août 1910. 3617

District d'Arthabaska.

Albert Bussière, Stanfold, comté d'Arthabaska,
 marchand, a, le 10e jour d'août 1910, fait cession de
 ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au
 bureau du protonotaire de la cour supérieure du
 district d'Arthabaska, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
 Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie du Richelieu.
 Québec, 17 août 1910. 3615

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re "La Compagnie T. Deguire Limitée", of
 Montreal. In liquidation.
 Notice is hereby given that a first and final divid-
 end sheet is prepared and will be payable at my
 office, on and after the 7th day of September next.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

60, Notre-Dame street East, Montreal.
 Montreal, 17th August, 1910. 3632

Province of Quebec. }
 District of Montreal. } *Superior Court*
In re Dan. Daignault, restaurant keeper, of Mont-
 real. Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final
 dividend sheet has been prepared in this matter,
 which will be payable at my office, on and after the
 ninth day of September next.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.

No 60, Notre-Dame street East, Montreal.
 Montreal, 17th August, 1910. 3630

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No 98.

In re Lecomte & Beaubien, bankers, of Montreal,
 Insolvents.
 Notice is hereby given that, by an order of the
 superior court, dated the 10th August, 1910, I have
 been appointed curator to the property of the said
 Lecomte & Beaubien, who have made a judicial
 abandonment of their property for the benefit of
 their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty
 days from this notice.

J. O. COURCHESNE,
 Curator.

Office : of J. O. Courchesne, N. P.
 Nicolet, P. Q. 3626

District of Québec.

P. E. Falardeau & Co., of the city of Québec,
 carriers and leather merchants, have, on the 17th of
 August, 1910, made a judicial assignment of their
 property for the benefit of their creditors, at the
 prothonotary's office of the superior court for the
 district of Québec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
 Provisional guardians.

Office : 101, Saint Peter street.
 Québec, 17th August, 1910. 3608

District of Gaspé.

Napoléon Lefebvre, Sainte Adelaïde de Pabos,
 Gaspé county, merchant, has, on the 15th day of
 August, 1910, made a judicial assignment of his
 property for the benefit of his creditors, at the pro-
 thonotary's office of the superior court for the dis-
 trict of Gaspé, according to law.

JOS. E. BEAUDRY,
 Provisional guardian.

Quebec, 17th August, 1910. 3618

District of Arthabaska.

Albert Bussière, Stanfold, Arthabaska county,
 merchant, has, on the 10th day of August, 1910,
 made a judicial assignment of his property for the
 benefit of his creditors, at the prothonotary's office
 of the superior court for the district of Arthabaska,
 according to law.

J. P. E. GAGNON,
 Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Québec, 17th August, 1910. 3616

District de Québec.

In re "The Dussault Tobacco Factory Co., Ltd",
Québec, En liquidation.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 11
août 1910, j'ai été nommé liquidateur aux biens de
cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Liquidateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 17 août 1910. 3619

District de Saguenay.

In re E. A. Tremblay, Saint-Irénée, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 10
août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens
de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire devant
moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 17 août 1910. 3621

District de Chicoutimi.

In re Pamphile Colozza, Chicoutimi,
Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 12
août 1910, j'ai été nommé curateur aux biens de
cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
cette succession sont requises de les produire
devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 17 août 1910. 3623

Provinces de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 182.

Dans l'affaire de Switzman & Pelton, manufactu-
riers, de Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné que, le dix-septième
jour du mois d'août 1910, par ordre de la cour, j'ai
été nommé curateur aux biens des dits faillis.

Les réclamations doivent être produites à mon
bureau dans les trente jours de cette date.

J. M. MARCOTTE,
Curateur.

No 58, Notre-Dame Est.
Montréal, 17 août 1910. 3611

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 178.

In re Joseph Gosselin, Montréal, Qué.,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 12^e jour
d'août 1910, par ordre de la cour, le soussigné a été
nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait
un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses cré-
anciers.

Les réclamations, dûment attestées sous serment,
doivent être déposées entre mes mains sous trente
jours de cette date.

JOS. DESAUTELS,
Curateur.

14, Place Phillips, Montréal.
Montréal, 17 août 1910. 3641

District of Québec.

In re The Dussault Factory Tobacco Co., Ltd.,
Québec, In liquidation.
In virtue of an order of the court, dated 11th
August, 1910, I have been appointed liquidator to
this estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

J. P. E. GAGNON,
Liquidator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 17th August, 1910. 3620

District of Saguenay.

In re E. A. Tremblay, Saint Irénée, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 10th
August, 1910, I have been appointed curator to this
estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 17th August, 1910. 3622

District of Chicoutimi.

In re Pamphile Colozza, Chicoutimi,
Insolvent.

In virtue of an order of the court, dated 12th
August, 1909, I have been appointed curator to
this estate.

All persons having claims against this estate are
requested to file them with me within thirty days
from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 17th August, 1910. 3624

Provinces of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No 182.

In the matter of Switzman & Pelton, manufactu-
rers, of Montréal, Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 17th day of
August, 1910, by order of the court, I was appointed
curator to the above estate.

The creditors are requested to file their claims
with the undersigned within thirty days from this
date.

J. M. MARCOTTE,
Curator.

No. 58, Notre Dame East.
Montreal, 17th August, 1910. 3612

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court*
No 178.

In re Joseph Gosselin, Montreal, Que.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 12th day of
August, 1910, by an order of the court, the under-
signed has been appointed curator to the estate of
the above named insolvent, who has made a judicial
abandonment of his property for the benefit of his
creditors.

Sworn claims must be filed in my hands within
thirty days from this date.

JOS. DESAUTELS,
Curator.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 17th August, 1910. 3642

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de Chaperon & Frère, marchands, de
 Sainte-Monique de Nicolet, Faillis.
 Avis est par les présentes donné qu'un premier
 et dernier bordereau de dividende est préparé et
 sera payable à mon bureau le et après le huitième
 jour de septembre prochain.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateur.
 No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
 Montréal, 17 août 1910. 3627

Province de Québec. }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 106.
 Dans l'affaire de William Silberhertz, Montréal,
 Qué., Failli.
 Avis est par le présent donné que nous avons
 préparé un premier et dernier bordereau de divi-
 dende, lequel sera payable à notre bureau, 14, Place
 Phillips, Montréal, le ou après le 6e jour de sep-
 tembre 1910.

H. V. DUGGAN,
 JOSEPH DESAUTELS,
 Curateurs conjoints.
 14, Place Phillips, Montréal.
 Montréal, 17 août 1910. 3639

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Richelieu. }
 No 5163.
 In re Antoine Paulhus, rentier, de la paroisse de
 Saint-Bonaventure, Requéran ;

vs
 La Compagnie Industrielle de Saint-Bonaventure,
 corps politique et incorporé, ayant sa place d'aff-
 aires en la paroisse de Saint-Bonaventure,
 En liquidation ;

et
 Joseph DesRosiers, notaire, du village de Saint-
 Guillaume, Liquidateur.
 Avis est par le présent donné que, le treizième
 jour du mois d'août courant, le soussigné a été
 nommé par une ordonnance de la cour, liquidateur
 aux biens de la dite compagnie en liquidation.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent
 être produites entre mes mains dans les trente jours
 de cet avis.

(Signé) J. DESROSIERS, N. P.,
 Liquidateur.

Vraie copie,
 J. DESROSIERS,
 Liquidateur.
 Saint-Guillaume, 13 août 1910. 3635

En Liquidation

Province de Québec. }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No 149.

(en faillite).
 Dans l'affaire de "The Calumet Mining & Milling
 Graphite Company," En liquidation.
 Avis est par le présent donné qu'en vertu et con-
 formément aux termes de l'article 7552 et suivants
 des statuts révisés de la province de Québec (1909),
 il a été déposé entre les mains du liquidateur sou-
 signé, une copie de l'acte de vente de la propriété
 immobilière appartenant à la dite "Calumet Mining
 & Milling Graphite Company", corps politique et
 dûment incorporé, ayant sa principale place d'affai-
 res pour la province de Québec, à Calumet, dans le
 canton de Grenville, comté d'Argenteuil, mais main-
 tenant en liquidation, lequel acte a été passé de-
 vant Robert A. Barron, N. P., le 29e jour de juil-
 let 1910, sous le numéro 9025, des minutes du dit

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 In the matter of Chaperon & Frère, merchants, of
 Sainte Monique de Nicolet, Insolvents.
 Notice is hereby given that a first and final divid-
 end sheet has been prepared and will be payable at
 my office on and after the eighth day of Septem-
 ber next.
 ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.
 No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
 Montreal, 17th August, 1910. 3628

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 106.
 In the matter of William Silberhertz, Montreal,
 Que., Insolvent.
 Notice is hereby given that we have prepared a
 first and final dividend sheet, which will be payable
 at our office, 14, Phillips Place, Montreal, on and
 after the 6th day of September, 1910.

H. V. DUGGAN,
 JOSEPH DESAUTELS,
 Joint curators.
 14, Phillips Place, Montreal.
 Montreal, 17th August, 1910. 3640

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Richelieu. }
 No. 5163.
 In re Antoine Paulhus, gentleman, of the parish of
 Saint Bonaventure, Petitioner ;

vs
 "La Compagnie Industrielle de Saint Bonaven-
 ture", a body politic and corporate, having its
 place of business in the parish of Saint Bon-
 aventure, In liquidation ;

and
 Joseph DesRosiers, notary, of the village of Saint
 Guillaume, Liquidator.
 Notice is hereby given that, on the thirteenth
 day of the month of August instant, the under-
 signed was appointed by order of the court, liqui-
 dator to the estate of the said company in liquida-
 tion.

Claims, attested under oath, must be filed with
 me within thirty days of this notice.

(Signed) J. DESROSIERS, N. P.,
 Liquidator.

True copy,
 J. DESROSIERS,
 Liquidator.
 Saint Guillaume, 13th August, 1910. 3636

In Liquidation

Province of Quebec, }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 149.

(in insolvency).
 In the matter of "The Calumet Mining & Milling
 Graphite Company," In liquidation.
 Public notice is hereby given in virtue and in
 accordance with the terms of article 7552 et seq. of
 the Revised Statutes of the province of Quebec,
 (1909), that there has been deposited in the hands
 of the undersigned liquidator a copy of the deed of
 sale of the immoveable property belonging to the
 said "The Calumet Mining & Milling Graphite
 Company", a body politic and corporate duly incor-
 porated, having its principal place of business for
 the province of Quebec, at Calumet, in the town-
 ship of Grenville, county of Argenteuil, but now in
 liquidation, which deed was executed before Robert
 A. Barron, N. P., on the 29th July, 1910, under

notaire ; en outre avis est donné qu'un certificat d'enregistrement, préparé en la manière prescrite pour le certificat requis, en cas de vente des immeubles par le shérif, a été déposé entre les mains du soussigné.

Les noms des propriétaires des immeubles désignés dans le dit acte de vente durant les trois dernières années, sont "The Calumet Mining and Milling Graphite Company", George Herbert Simpson et l'honorable J. K. Ward.

Cet avis est aussi donné dans le but que, durant les quinze jours après sa dernière insertion, dans la "Gazette Officielle de Québec", tout créancier de la dite compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou réels sur les immeubles vendus dans le susdit acte de vente, devront avoir le droit d'offrir une augmentation au-dessus du prix d'achat mentionné dans l'acte de vente, pourvu que telle augmentation soit d'au moins un dixième de tout le prix, et que l'enchérisseur offre en outre de rembourser à l'acquéreur ses frais et dépenses légales ; l'acquéreur dans tel cas doit donner garantie pour l'achat en a manière ordinaire ou doit déposer une somme suffisante pour cette fin, le tout tel que prescrit plus au long dans les dits articles.

Toute personne intéressée dans la susdite affaire trouvera toute information nécessaire au bureau du soussigné, numéro 112, rue Saint-Jacques, dans la cité de Montréal.

(Signé) A. LAMARCHE,
Liquidateur.

Montréal, 10 août 1910. 3535.2

Ordre de Cour

Canada,
Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Montréal. }

In re La Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique comme locataire et exerçant les franchises de la Compagnie du Chemin de Fer Ontario et Québec, Requérente en expropriation ;
et
Napoléon Vallières, Propriétaire ;
et
J. Z. Resther et al, Mis en cause.

Avis est par les présentes donné, que le neuvième jour d'août courant, la Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique comme locataire et exerçant des franchises de la Compagnie du Chemin de Fer Ontario et Québec, a déposé au bureau du protonotaire, la somme de dix-huit cent quatre-vingts piastres et quatre vingt-deux cents (\$1880.82), formée de la manière suivante, savoir :

1° La somme de treize cent quarante-six piastres et trente-cinq cents, étant le montant capital d'une indemnité accordée par la sentence arbitrale rendue en la présente instance, après déduction faite de divers montants imputables au compte du dit Vallières, dus par ce dernier et payés par la dite compagnie du chemin de fer à même le montant de la dite indemnité conformément à l'entente intervenue entre cette dernière et le dit Vallières.

2° La somme de cinq cent huit piastres et quatre-vingt une cent (\$508.81) pour intérêt dû sur le montant capital de la dite indemnité depuis la date de la sentence arbitrale, savoir : depuis le 7 mars 1907 jusqu'à la date des offres qui furent faites le dix neuf juillet mil neuf cent dix par le ministère de M^{re} W. H. Cox, notaire public, tel qu'il appert à la copie authentique des dites offres et du protêt, à laquelle sont annexés les reçus prouvant le paiement des dits frais (consistant en frais taxés dus aux avocats de la dite compagnie et payés par cette dernière, en honoraires dus aux arbitres, au secrétaire et au notaire), avec le jugement taxant les dits frais, et à laquelle est aussi annexée une copie au-

the number 9025, of the records of the said notary ; notice is further given that a registrar's certificate prepared in the manner prescribed for the certificate required, in cases of the sale of immoveables by the sheriff, has been deposited with the undersigned.

The names of the proprietors of the immoveables designated in the said deed of sale during the last three years have been "The Calumet Mining & Milling Graphite Company," George Herbert Simpson and the Honourable J. K. Ward.

This notice is also given in order that during the fifteen days following its last insertion, in the "Quebec Official Gazette", any creditor of the said company in liquidation, and any person having hypothecary or real rights upon the immoveables sold in the aforesaid deed of sale, should have the right to offer an increase over the purchase price mentioned in the deed of sale provided such increase be at least one tenth of the whole price, and that the bidder offers besides to refund to the purchaser his costs and lawful disbursements ; the bidder in such case must give security for the purchase in the ordinary manner or must deposit a sum sufficient for that purpose, the whole as more fully prescribed in the said articles.

Any person having an interest in the above matter will find all necessary information at the office of the undersigned, number 112, Saint James street, in the city of Montreal.

(Signed) A. LAMARCHE,
Liquidator.

Montreal, 10th August, 1910. 3536

Order of the Court

Canada,
Province of Quebec, } Superior Court.
District of Montreal. }

In re : The Canadian Pacific Railway Company as lessees and exercising the franchises of the Ontario & Quebec Railway Company, Petitioner in expropriation ;
and
Napoléon Vallières, Proprietor ;
and
J. Z. Resther et al, Mis en cause.

Notice is hereby given that, on the ninth day of August instant, the Canadian Pacific Railway Company as lessee and exercising the franchises of the Ontario and Quebec Railway Company, has deposited, in the prothonotary's office, the sum of eighteen hundred and eighty dollars and eighty two cents (\$1880.82), being made up as follows, to wit :

1. The sum of thirteen hundred and forty six dollars and thirty five cents (\$1346.35), being the capital of the amount of the award rendered herein-after deduction of the various amounts chargeable to, taxable against and payable by said Vallières, and paid by the said Railway Company out of the amount of the said award held by it in accordance with the agreement between it and the said Vallières.

2. The sum of five hundred and eight dollars and eighty-one cents (\$508.81) interest on the amount of the said award from the date thereof, to wit : the seventh day of March nineteen hundred and seven up to the date of a tender which was made on the ninth July, nineteen hundred and ten by the ministry of W. H. Cox, notary public, as appears by authentic copy of said tender, demand and protest, to which are annexed vouchers establishing the payment of such costs (consisting of the taxed costs paid to the Railway Company's attorneys, fees of the arbitrators, the secretary and the notary), with the judgment establishing the taxation thereof, and to which is also attached an authentic copy of a

thentique de l'acte de transport dûment signé par la dite compagnie de chemin de fer, pourvoyant au transport à la dite compagnie du chemin de fer du terrain et des bâties expropriées appartenant au dit Vallières (pour lesquels la dite indemnité a été accordée à titre de compensation) au dit chemin de fer ;

3° Une autre somme de trente-trois piastres et soixante et six cents (\$33.66) étant pour six mois d'intérêt sur la dite somme de treize cent quarante-six piastres et trente-cinq cents (\$1346.35), balance en capital de la dite indemnité, laquelle somme de trente-trois piastres et soixante et six cents (\$33.66) est déposée par la dite compagnie de chemin de fer sous protêt, cette dernière déclarant qu'elle ne doit pas ces intérêts, vu le refus du dit Vallières d'accepter les offres de la balance des dits deniers et aussi son refus d'exécuter le transport ci-dessus mentionné, et que le dit dépôt est ainsi fait seulement pour se conformer à la lettre du statut au cas où la cour la tiendrait responsable, mais sous protêt comme susdit, et réservant ses droits de recouvrer les dits intérêts.

4° La dite compagnie de chemin de fer a aussi produit avec le dit dépôt une copie authentique de la sentence arbitrale, reçue devant Valmore Lamarche, N. P., une copie certifiée du jugement de la cour supérieure, rendu le dix-sept avril mil neuf cent neuf, et une copie certifiée du jugement de la cour du banc du Roi, division d'appel, rendu le vingt-huitième jour de décembre mil neuf cent dix.

5° Le dit dépôt est fait conformément aux dispositions de la section 210, de l'acte des chemins de fer du Canada, chapitre 37, des Statuts révisés du Canada, 1906, l'immeuble mentionné dans la sentence arbitrale est décrite comme suit :

" Un lopin de terre de forme irrégulière, formant la partie nord-ouest du lot mille huit (1008) ; borné au côté nord-ouest par le chemin public, partant de la ville de Saint-Paul et conduisant à la ville de Lachine, du côté sud-est par le résidu du dit lot mil huit (1008), au bout nord-est par un lot portant le numéro mil neuf (1009), du cadastre de la paroisse de Lachine, et au bout sud-est par le lot numéro mil sept (1007), du cadastre de la dite paroisse, et contenant une superficie de six mille trois cents (6300) pieds, la partie sud-est du dit lopin de terre étant parallèle et à une égale distance de soixante et deux (62) pieds, au sud-est de la ligne centrale de l'embranchement de la ligne de chemin de fer construite le long de la rive sud du canal Lachine, le tout mesure anglaise "

6° Toutes personnes ayant quelques réclamations, privilèges et hypothèques contre le dit lopin de terre, sont averties et requises de produire leurs réclamations ou oppositions par écrit, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure, dans les deux mois de la dernière publication du présent avis suivant ordonnance, en date de ce jour, à défaut de quoi elle seront pour toujours forcloses du droit de ce faire.

J. A. GIRARD,
Député protonotaire.
3603

Montréal, 15 août 1910.

Licitiation

Province de Québec }
District de Pontiac. } Cour Supérieure.—Bryson.
No 1083.

AVIS DE LICITATION.

Avis est par le donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Bryson, dans le district de Pontiac, le vingt-unième jour du

deed of conveyance duly signed by the Railway Company, providing for the conveyance of the land and premises expropriated from said Vallières (for which said award was granted as compensation) to the said railway :

3. A further sum of thirty-three dollars and sixty-six cents (\$33.66) being six months interest on the said sum of thirteen hundred and forty-six dollars and thirty-five cents (\$1346.35), the balance of the capital of the said award, which said sum of thirty-three dollars and sixty-six cents (\$33.66) is deposited by the said Railway Company under protest, the said Company claiming that the same is not exigible from it, seeing the refusal by said Vallières of said tender of the balance of said moneys and his refusal to execute the conveyance hereinbefore mentioned, and that it is obliged to comply only with the letter of the statute and in case the court should at any time hold it bound thereto, but under protest as aforesaid, and reserving its right to recover the same :

4. The said railway company has also filed with the said deposit an authentic copy of the award of arbitrators, passed before Valmore Lamarche, N. P., a certified copy of the judgment of the superior court, rendered on the seventeenth day of April, nineteen hundred and nine, and a certified copy of the judgment of the court of King's Bench, appeal side, rendered on the twenty eighth day of December, nineteen hundred and ten.

5. The said deposit is made in accordance with the provisions of section 210, of the Railway Act of Canada, chap. 37, of the revised statutes of Canada, 1906, the property described in the said award of arbitrators being as follows :

" A tract or parcel of land of irregular figure, forming the north westerly part of lot ten hundred and eight (1008) ; bounded on the north westerly side by the public road, leading from the town of Saint Paul to the town of Lachine, on the south easterly side by the remainder of said lot ten hundred and eight (1008), on the north easterly end by a lot known as cadastral number ten hundred and nine (1009), of the parish of Lachine, and at the south easterly end by the lot known as cadastral lot ten hundred and seven (1007), of said parish, containing a superficies of six thousand three hundred feet (6300), the south easterly side of said tract of land being parallel to and at a square distance of sixty two (62) feet, south easterly from the centre line of the branch line of railway now being built along the south bank of the Lachine Canal, the whole english measure "

6. All persons claiming any interest, privilege or hypothec against the said tract or parcel of land, are notified and required to file their claim, in the office of the prothonotary of the superior court, within two months to be reckoned from the last publication of the present notice as per order of this date, in default whereof they shall be foreclosed forever from the right of so doing.

J. A. GIRARD,
Deputy prothonotary.
3604

Montreal, 15th August, 1910.

Licitiation

Province of Quebec }
District of Pontiac. } Superior Court.—Bryson.
No 1083.

NOTICE OF LICITATION.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Bryson, in the district of Pontiac, rendered on the 21st day of

mois de juin 1910, dans une cause dans laquelle Catherine Perrault, de Fort William, dans le canton de Sheen, dans le dit district de Pontiac, fille majeure et usant de ses droits, est Demanderesse; et William Henry Perrault, de Wilbur, dans le comté de Lincoln et l'état de Washington, fermier; Harriett Adeline Perrault, de Fort William, dans le canton de Sheen, dans le district de Pontiac, fille majeure et usant de ses droits; Elizabeth Augusta Perrault, de Fort William susdit, épouse de William J. Birtch, de Calgary, dans la province de l'Alberta, et le dit William J. Birtch, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Andrew A. Perrault, du canton de Sheen, cultivateur; John George Perrault, fermier, et Joseph D. Perrault, mineur, tous deux de l'état de Washington; Margaret Perrault, de la ville de Pembroke, dans la province d'Ontario, veuve de feu John Craig, journalier; Narcisse Frederick Perrault, de Cobalt, dans la province d'Ontario, mineur; Hector MacKenzie Perrault, du canton de Sheen, cultivateur; John Armstrong, ci-devant du canton de Sheen, maintenant de Chapleau, Ontario; Alexander Armstrong, de Dinsmore, dans la province de Saskatchewan; Catherine Armstrong, épouse de James Millar, de Dinsmore, susdit fermier, et le dit James Millar, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Foster Armstrong de Dawson; Annabella Armstrong, épouse de Charles Murphy, du Sault Sainte-Marie, dans l'état de Michigan, et le dit Charles Murphy, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; William Norman Armstrong, de Chapleau, dans la province d'Ontario; Jane Armstrong, épouse de Peter Leyea, de Point Alexander, dans la province d'Ontario, et le dit Peter Leyea, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Maude Armstrong, épouse de Thomas Searson, de Pembroke, dans la province d'Ontario, et le dit Searson, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; Mary Elizabeth Armstrong, épouse de Ernest Sutton, de Winnipeg, Manitoba, et le dit Sutton, tant personnellement que pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, et les héritiers d'aucun des dits défendeurs, advenant le décès de ce défendeur avant la signification de la présente action, à être complété et ou défaut d'enregistrer contre lui ou elle; la description des dits défendeurs ayant été donné au meilleur de la connaissance de la demanderesse, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Les lots connus et désignés sous les numéros cinquante-six A (56 A), cinquante-six B (56 B), cinquante-sept A (57 A), cinquante-sept B (57 B), cinquante-huit A (58 A), cinquante-huit B (58 B), cinquante-deux B (52 B), cinquante-trois B (53 B), tous dans le troisième rang du canton de Sheen, dans le comté de Pontiac, selon le cadastre officiel du dit canton de Sheen—avec les bâtisses et dépendances, et les lots numéros cinquante-deux (52), cinquante-quatre (54), cinquante-cinq (55), dans le quatrième rang du dit canton de Sheen, selon le dit cadastre du dit canton—avec les bâtisses et dépendances.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le TREIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1910, cour tenante, dans la salle d'audience, au palais de justice du village de Bryson; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire les dits immeubles ou aucun d'eux de la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver, en dehors du prix des immeubles, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les

June, 1910, in a cause in which Catherine Perrault of Fort William, in the township of Sheen, in the said district of Pontiac, spinster, is Plaintiff; and William Henry Perrault, of Wilbur, in the county of Lincoln and state of Washington, rancher; Harriett Adeline Perrault of Fort William, in the township of Sheen, in the district of Pontiac spinster; Elizabeth Augusta Perrault, of Fort William aforesaid, wife of William J. Birtch, of Calgary, in the province of Alberta, and the said William J. Birtch, personally and for the purpose of authorizing his said wife; Andrew A. Perrault, of the township of Sheen, farmer; John George Perrault, rancher, and oseuh D. Perrault, miner, both of the state of Washington; Margaret Perrault, of the town of Pembroke, in the province of Ontario, widow of the late John Craig, laborer; Narcisse Frederick Perrault, of Cobalt, in the province of Ontario, miner; Hector Mackenzie Perrault of the town of Sheen, farmer; John Armstrong, formerly of the township of Sheen, now of Chapleau, Ontario; Alexander Armstrong, of Dinsmore, in the province of Saskatchewan; Catherine Armstrong, wife of James Miller of Dinsmore aforesaid, rancher, and the said James Miller personally and for the purpose of authorizing his said wife; Foster Armstrong, of Dawson; Annabella Armstrong, wife of Charles Murphy, of Sault Sainte Marie, in the state of Michigan, and the said Charles Murphy, personally and for the purpose of authorizing his said wife; William Norman Armstrong, of Chapleau, in the province of Ontario; Jane Armstrong, wife of Peter Leyea, of Point Alexander, in the province of Ontario, and the said Peter Leyea personally and for the purpose of authorizing his said wife; Maude Armstrong, wife of Thomas Searson, of Pembroke, in the province of Ontario, and the said Thomas Searson personally and for the purpose of authorizing his said wife; Mary Elizabeth Armstrong, wife of Ernest Sutton, of Winnipeg, Manitoba, and the said Ernest Sutton, personally and for the purpose of authorizing his said wife; and the heirs of any of the said defendants, should such defendant die before the service of the action to be taken is completed or default recorded against him or her, the description of said defendants having been given to the best of plaintiff's knowledge, are defendants, ordering the licitation of certain immovable properties designated as follows, to wit:

Lots numbers fifty-six A (56A), fifty-six B (56B), fifty-seven A (57A), fifty-seven B (57B), fifty-eight A (58A), fifty-eight B (58B), fifty-two B (52B) and fifty-three B (53B), all in the third range of the township of Sheen, in the county of Pontiac, according to the official plan and book of reference of the said township, with buildings and improvements thereon erected, and lot fifty-two (52), fifty four (54) and fifty five (55), all in the fourth range of the same township of Sheen, according to the official plan and book of reference of said township—with buildings and improvements thereon erected.

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the THIRTEENTH day of SEPTEMBER next, 1910, sitting the court, in the court room of the court house of the village of Bryson; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw the said immovables or any of them from the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment, out of the price of the immovables, must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within

dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

BROOK & CHAUVIN,
Procureurs de la demanderesse.

Bryson, 20th July, 1910. 3381-2
[Première publication, 6 août 1910.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Comté de Drummond.

Arthabaska, à savoir : } **G. A. DUCLOS, Deman-**
No 8786. } **deur ; contre HOR-**
MIDAS ROCHELEAU ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à Hubert Rocheleau :

Un certain lot de terre sis et situé dans le canton de Kingsy, maintenant connu et désigné comme étant le numéro seize A (16A), du cinquième rang, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Kingsy—avec la maison et autres bâtisses y érigées.

A distraire l'emplacement de l'église anglicane et aussi la partie vendue à Exide Houde et désigné comme suit : un certain lopin de terre formant partie et au nord-est du lot No 16A, du 5e rang de Kingsy, contenant 70 acres de terre en superficie ; borné au nord-est par la ligne de concession entre les 5e et 6e rangs, au bout au l-ouest par le vendeur, Hubert Rocheleau, et des deux côtés par les lignes de division du dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint Félix de Kingsy, le VINGT-UNIEME jour de SEPTEMBRE prochain, 1910, à DEUX heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 16 août 1910. 3599
[Première publication, 20 août 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **ANTOINE HEBERT,**
No 354. } **Demandeur ; contre**
ABRAHAM LAMPRON, Défendeur.

Une terre connue sous les numéros neuf cent vingt-huit et neuf cent vingt-neuf (928 et 929), du cadastre officiel du comté d'Arthabaska, pour le canton de Warwick, paroisse de Saint-Albert, à distraire une terre de trois arpents et demi de front sur environ vingt-six arpents de profondeur ; bornée au nord-est par Hercule Thérien, au sud-ouest au surplus du terrain d'Abraham Lampron, au sud-est par le chemin entre les 7ème et 8ème rangs, et au nord-ouest par le neuvième rang—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Albert, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 26 juillet 1910. 3329-2
[Première publication, 30 juillet 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

the delays hereby mentioned, they will be foreclosed from so doing.

BROOK & CHAUVIN,
Attorneys for plaintiff.

Bryson, 20th July, 1910. 3382
[First published, 6th August, 1910.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—County of Drummond.

Arthabaska, to wit : } **G. A. DUCLOS, Plaintiff ;**
No. 8786. } **against HORMIDAS**
ROCHELEAU ET AL, Defendants.

As belonging to Hubert Rocheleau :

A certain piece of land lying and being in the township of Kingsy, now known and described as being number sixteen A (16 A), in the fifth range, of the official plan and book of reference for said township of Kingsy—with the house and other buildings thereon erected.

Save and except, however, the emplacement of the english church, and also the part sold to Exide Houde and described as follows : a certain piece of land forming part and north easterly of lot No. 16 A, in the 5th range of Kingsy, containing 70 acres of land in superficies ; bounded north easterly by the concession line between the 5th and 6th ranges, at the south westerly end by the vendor, Hubert Rocheleau, and on both sides by the division lines of said lot.

To be sold at the parochial church door of Saint Félix de Kingsy, on the TWENTY FIRST day of SEPTEMBER next, 1910, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 16th August, 1910 3600
[First published, 20th August, 1910]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **ANTOINE HEBERT,**
No. 354. } **Plaintiff ; against**
ABRAHAM LAMPRON, Defendant.

A piece of land known under numbers nine hundred and twenty eight and nine hundred and twenty nine (928 and 929), of official cadastre for the county of Arthabaska, for the township of Warwick, parish of Saint Albert, save and except a piece of said land having three arpents and a half in front by twenty six arpents in depth ; bounded north easterly by Hercule Thérien, south westerly by the surplus of Abraham Lampron's land, south easterly by the road between the 7th and 8th ranges, and north westerly by the ninth range—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Albert, on the THIRTY FIRST day of AUGUST, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 26th July, 1910. 3330
[First published, 30th July, 1910.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } **A** MEDEE DIONNE ET AL,
No 259. } Demandeurs ; contre
PHILIAS CHAMPAGNE, Défendeur.

1^o Le lot numéro vingt-cinq A (25A), du rang A, du canton de Marlow—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2^o Le lot numéro vingt-cinq B (25B), du rang A, du canton de Marlow—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Théophile, le VINGT DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain (1910), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 16 août 1910. 3585
[Première publication, 20 août 1910]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } **A** MEDEE DIONNE ET AL,
No. 259. } Plaintiffs ; against PHILIAS CHAMPAGNE, Defendant.

1. The lot number twenty five A (25 A), of range A, of the township of Marlow—with buildings, circumstances and dependencies.

2. The lot number twenty five B (25 B), of the range A, of the township of Marlow—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Théophile, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next (1910), at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 16th August, 1910. 3586
[First published, 20th August, 1910.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **T**HE ROYAL BANK OF
District of Bedford, } CANADA, Demande-
No. 8163, } resse ; vs A. E. MARQUIS,
Défendeur.

Une bâtisse en bois à un étage, érigée sur un mur en pierre au coin nord-ouest du lot numéro trois cent quarante-neuf (349), sur le plan et au livre de renvoi officiels du canton de Shefford, district de Bedford. Le dit terrain appartenant à un nommé Arthur G. Spencer, étant dans le huitième (8ème) rang, et lot 21, arpentage primitif du dit canton de Shefford.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Shefford, dans le comté de Shefford, le VINGT-QUATRIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. A. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sweetsburg, 17 août 1910. 3643
[Première publication, 20 août 1910].

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **T**HE ROYAL BANK OF
District of Bedford, } CANADA, Plaintiff ; vs
No. 8163. } A. E. MARQUIS, Defendant.

The one story wooden building erected on a stone wall on the north west corner of lot number three hundred and forty nine (349), of the official plan and book of reference of the township of Shefford, district of Bedford. Said land belonging to one Arthur G. Spencer, being in the eighth (8th) range, and lot 21, primitive survey of said township of Shefford.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Shefford, in the county of Shefford, on the TWENTY FOURTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 17th August, 1910 3664
[First published, 20th August, 1910.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, } **L**UDGER ALAIN, Demandeur ;
No 3193. } vs LOUIS JOSEPH SAVARD,
Défendeur.

Le lot numéro deux cent soixante-dix-huit (278), au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, de cent quatre pieds de front par deux cent huit pieds de profondeur, contenant vingt et un mille sept cent quatre-vingt pieds anglais, en superficie—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, le VINGTIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures ET UN QUART de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 9 août 1910. 3547
[Première publication, 13 août 1910].

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, } **L**UDGER ALAIN, Plaintiff ;
No. 3193. } vs LOUIS JOSEPH SAVARD,
Defendant.

The lot number two hundred and seventy eight (278), of the official cadastre of the town of Chicoutimi, of one hundred and four feet in front by two hundred and eight feet in depth, containing twenty one thousand seven hundred and eighty, english feet in superficies—with buildings and dependencies.

To be sold at my office, at the court house, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at a QUARTER PAST TEN of the clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 9th August, 1910. 3548
[First published, 13th August, 1910.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **FERRERES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Trois Rivières

Joliette, à savoir : } **A** DOLPHE BALCER, marchand, de la cité de Trois Rivières, Demandeur ; contre **JOSEPH ISSA**, marchand, de Saint-Donat, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le sixième jour du mois d'octobre 1909, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Donat, aura lieu à DIX heures de l'avant-midi, le **VINGT-DEUXIEME** jour du mois d'**AOÛT** prochain 1910, au même endroit.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 25 juillet 1910. 3311-2
[Première publication, 30 juillet 1910.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Quebec.

Montmagny, à savoir : } **J.** A. GAGNON & **J.** FRERES, marchands, de la cité de Québec, Demandeurs ; contre **JULES BERNIER**, cultivateur, de la paroisse de Saint-Cyrille, Défendeur.

Le droit réméré du susdit Jules Bernier, sur l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Cyrille, sous le numéro centhuit, du premier rang—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille, le **TRENTIEME** jour d'**AOÛT** prochain 1910, à **DIX** heures de l'avant-midi.

GEO. ROY,

Bureau shérif, Shérif.
Montmagny, 26 juillet 1910. 3327.2
[Première publication, 30 juillet 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } **D** A M E G E O R G I A N A No 2319. } **D** P A R A D I S, épouse judiciairement séparée de biens de Joseph Narcisse Massicotte, et faisant affaires sous la raison sociale de " J. N. Massicotte & Cie ", et dûment autorisée par son dit époux, Demanderesse ; contre **OMER RUEL**, Défendeur.

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Co. rt.—Three Rivers.

Joliette, to wit : } **A** DOLPHE BALCER, merchant, of the city of Three Rivers, Plaintiff ; against **JOSEPH ISSA**, merchant, of Saint Donat, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized in this cause, which was to have taken place at ten o'clock in the forenoon, on the sixth day of the month of October, 1909, at the church door of the parish of Saint Donat, shall take place at **TEN** o'clock in the forenoon, on the **TWENTY SECOND** day of the month of **AUGUST** next, 1910, at the same place Saint Donat.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 25th July, 1910. 3312
[First published, 30th July, 1910.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Quebec.

Montmagny, to wit : } **J.** A. GAGNON & **J.** FRERES, merchants, of the city of Quebec, Plaintiffs ; against **JULES BERNIER**, farmer, of the parish of Saint Cyrille, Defendant.

The right of redemption of the aforesaid Jules Bernier, on the following immovable, to wit :

A lot of land known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Cyrille, under number one hundred and eight, of the first range—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille, on the **THIRTIETH** day of **AUGUST** next, 1910, at **TEN** o'clock in the forenoon.

GEO. ROY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 26th July, 1910. 3328
[First published, 30th July, 1910.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **D** A M E G E O R G I A N A No. 2319 } **D** P A R A D I S, wife separated as to property by judicial decree of Joseph Narcisse Massicotte, and carrying on business under the name and firm of " J. N. Massicotte & Cie ", and duly authorized by her said husband, Plaintiff ; against **OMER RUEL**, Defendant.

Une maison en bois et briques en voie de construction, sise et située sur le lot de terre connu et désigné comme étant le numéro vingt-deux B, de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, et portant le numéro civique 2793, de la rue Saint-André, dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 17 août 1910. Shérif. 3637
[Première publication, 20 août 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } MCLAURIN BROTHERS, No 1959. } M LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeurs ; contre les terres et tenements de JOSEPH LAVIOLETTE DIT RUFIANGE, de Lachine, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre situé en la ville de Lachine ; borné en front par la septième avenue, connu et désigné sous le numéro six, de la subdivision du lot numéro sept cent cinquante-quatre (6-754), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Lachine—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le PREMIER jour de SEPTEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 27 juillet 1910. Shérif. 3347-2
[Première publication, 30 juillet 1910.]

Ventes par Le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : } MUSSENS LIMITED, corps No 2532. } M politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre CHARLES DESMARAIS, de la cité de Hull, district d'Ottawa, Défendeur.

Une étendue de terre située dans la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, connue aux plan et livre de renvoi officiels comme partie du lot deux cent dix-sept D (217 D), dans le quartier numéro cinq, de la dite cité de Hull, contenant 66 pieds de front sur la rue connue comme rue Lorne ou Britannia, sur 99 pieds de profondeur ; bornée au nord par une lièze de terre, la propriété de P. H. Durocher, partie du dit lot (217 D), 66 pieds de distance de la rue Adelaïde, à l'est par la dite rue Lorne ou Britannia, et au sud et à l'ouest par le résidu du dit lot 217D—avec les bâtisses sus érigées et améliorations faites.

Pour être vendue dans mon bureau, dans la cité de Hull, le TRENTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 27 juillet 1910. Shérif. 3345.2
[Première publication, 30 juillet 1910.]

A house in wood and brick in course of construction, being and situate on the lot of land known and designated as being the number twenty two B, of the official subdivision of lot number four hundred and eighty eight, of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Recollet, and bearing the civic number 2793, of Saint André street, in Saint Denis ward, of the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montreal, 17th August, 1910. Sheriff. 3638
[First published, 20th August, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } MCLAURIN BROTHERS, No. 1959. } M LIMITED, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business at the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against the lands and tenements of JOSEPH LAVIOLETTE DIT RUFIANGE, of Lachine, in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the town of Lachine ; bounded in front by seventh avenue, known and designated under number six, of the subdivision of lot number seven hundred and fifty four (6-754), on the official plan and book of reference of the said town of Lachine—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of SEPTEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montreal, 27th July, 1910. Sheriff. 3348
[First published, 30th July, 1910.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : } MUSSENS LIMITED, a body No. 2532. } M politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against CHARLES DESMARAIS, of the city of Hull, district of Ottawa, Defendant, to wit :

A tract of land situate in the city of Hull, in the district of Ottawa, known upon the official plan and book of reference as part of lot two hundred and seventeen D (217 D), in ward number five, of the said city of Hull, containing 66 feet in front on the street known as Lorne or Britannia street, by 99 feet in depth, and bounded on the north by a strip of land, the property of P. H. Durocher, part of said lot 217 D, 66 feet distant from Adelaïde street, on the east by said Lorne or Britannia street, and on the south and west by the remainder of said lot 217D—with buildings and improvements thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the THIRTIETH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 27th July, 1910. Sheriff. 3346
[First published, 30th July, 1910.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Arthabaska.

St-François, à savoir : } ANTOINE JOHARGI,
No 229. } Demandeur ; contre
MICHEL LIZOTTE, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé dans le canton de Saint-Camille, dans le district de Saint-François, connu et désigné sous le numéro quarante (40), du douzième rang, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Saint-Camille ; à distraire, cette partie à l'extrémité nord-ouest du dit lot, appartenant à Joseph Bonhomme, mesurant trois acres de profondeur, sur la largeur du dit lot ; le résidu étant borné comme suit : en front au sud-est par le chemin public, en arrière au nord-ouest par partie du même lot, appartenant à Joseph Bonhomme, d'un côté au nord-est au lot de cadastre numéro quarante et un (41), appartenant à Onésime Couture, et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu du lot de cadastre numéro trente-neuf (39), du douzième rang, occupé par le dit défendeur—avec les bâtisses dessus construites.

2 Tous les droits, ouvrages et améliorations du dit défendeur, sur le lot numéro trente-neuf (39), du douzième rang du même canton, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Saint Camille, excepté, cependant, cette partie du dit lot numéro trente neuf (39), à l'extrémité nord-ouest d'icelui, appartenant aussi au dit Joseph Bonhomme, mesurant trois acres de profondeur sur la largeur du dit lot, le résidu étant borné comme suit : en front par le chemin public, en arrière par partie du même lot, appartenant ou occupé par le dit Joseph Bonhomme, d'un côté par le résidu du dit lot de cadastre numéro quarante (40), en premier lieu décrit, appartenant au dit défendeur, et de l'autre côté par le lot numéro trente-huit (38), du même rang, appartenant à F. C. Gingras.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Camille, le VINGTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

R. A. BIRON,
Député shérif.
Bureau du shérif. Sherbrooke, 16 août, 1910. 3601
Première publication, 20 août 1910.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME HORTENSE
No 516. } CARIGNAN, de la
cité de Montréal, épouse séparée de biens contractuellement de Joseph Elzéar Lambert, agent d'assurance, du même lieu, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses trois enfants mineurs, Léona, Berthe et Rachel Desaulniers, et le dit Joseph Elzéar Lambert, tant pour autoriser sa dite épouse

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Arthabaska.

Saint Francis, to wit : } ANTOINE JOHARGI,
No. 229. } Plaintiff ; against MICHEL LIZOTTE, Defendant.

1. A piece of land situate in the township of Saint Camille, in the district of Saint Francis, known and designated under the number forty (40), of the twelfth range, on the plan of the cadastre and the official book of reference of the said township of Saint Camille ; to be deducted, this part at the north west extremity of the said lot, belonging to Joseph Bonhomme, measuring three acres in depth by the width of the said lot, the remainder being bounded as follows : in front to the south east by the public road, in rear to the north west by a part of the same lot, belonging to Joseph Bonhomme, on one side to the north east by lot number forty one (41), of the cadastre, belonging to Onésime Couture, and on the other side to the south west by the remainder of the lot number thirty nine (39), of the cadastre, of the twelfth range, occupied by the said defendant—with the buildings thereon erected.

2. All the rights, works and improvements of the defendant, on the lot number thirty nine (39), of the twelfth range of the said township, on the plan of cadastre and in the official book of reference of the said township of Saint Camille, excepting, however, that part of the said lot number thirty nine (39), at the north west extremity of the same, belonging also to the said Joseph Bonhomme, measuring three acres in depth by the width of the said lot, the remainder being bounded as follows : in front by the public road, in rear by part of the same lot, belonging to or occupied by the said Joseph Bonhomme, on one side by the remainder of the said lot of the cadastre number forty (40), firstly above described, belonging to the said defendant, and on the other side by the lot number thirty eight (38), of the same range, belonging to F. C. Gingras.

To be sold at the church door of the parish of Saint Camille, on the TWENTIETH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

R. A. BIRON,
Deputy Sheriff.
Sheriff's Office. Sherbrooke, 16th August, 1910. 3602
[First published, 20th August, 1910].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME HORTENSE
No. 516. } CARIGNAN, of
the city of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Joseph Elzéar Lambert, insurance agent, of the same place, both personally and in her capacity ofatrix to her three minor children, Léona, Berthe and Rachel Desaulniers, and the said Joseph Elzéar Lambert, both to

aux fins des présentes qu'en sa qualité de tuteur-conjoint aux susdits trois enfants mineurs, Demandeurs; contre DAMASE BENOIT, Défendeur, et Adélarde Provancher, curateur au début.

Vendus sur le dit curateur au délaissement comme appartenant au dit défendeur, savoir :

1° Un emplacement situé à Shawinigan Falls, maintenant connu et faisant partie du lot numéro quatorze cent vingt, au plan de subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-1420), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, contenant vingt-cinq pi ds de largeur en front et en arrière, sur la profondeur de quarante-neuf pieds six pouces, au côté nord, et d'environ cinquante-deux pieds au côté sud, le tout mesure anglaise; borné en front par l'avenue de la Gare, en arrière et du côté sud par le terrain de Moïse Boisvert, lot (No 628-1420), et du côté nord par une ruelle—avec la maison dessus construire, circonstances et dépendances, et aussi avec le droit de passage dans la dite ruelle.

2° Un certain lot de terre situé à Shawinigan Falls, connu et désigné sous le numéro quatorze cent dix-huit, de la subdivision officielle du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628-1418), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Flore, mesurant vingt-six pieds de largeur sur environ cent soixante et quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, et contenant quatre mille six cent trente-quatre pieds en superficie, plus ou moins, et borné en front par l'avenue de la Gare, en arrière par une ruelle, du côté nord par le No 628-1417, et du côté sud par une ruelle No 628-1419.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le TRENTE-UNIEME jour d'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 juillet 1910. 3353-2
[Première publication, 30 juillet 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } OMER PERREAULT,
No 506. } Demandeur; contre
DAMASE BENOIT, Défendeur, et Adélarde Pro-
vancher, curateur au délaissement.

Vendu sur le dit curateur au délaissement comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Un lot de terre situé à Shawinigan Falls, connu comme subdivision numéro quarante et un, du lot numéro six cent vingt-huit (628-41), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement de la paroisse de Sainte-Flore—avec la maison et autres dépendances dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Pierre de Shawinigan, en la ville de Shawinigan Falls, le TRENTE ET UNIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 27 juillet 1910. 3355-2
[[Première publication, 30 juillet 1910.]

authorize his said wife for the purposes hereof and in his capacity of joint-tutor to the aforesaid three minor children, Plaintiffs; against DAMASE BENOIT, Defendant, and Adélarde Provencher, curator to the surrender.

Sold on the said curator to the surrender as belonging to the said defendant, to wit :

1. An emplacement situate at Shawinigan Falls, now known and forming part of lot number fourteen hundred and twenty, on the subdivision plan of cadastral lot number six hundred and twenty (628-1420), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore, containing twenty five feet in width in front and in the rear by the depth of forty nine feet six inches on the north side, and of about fifty two feet on the south side, all english measure; bounded in front by the Station avenue, in the rear and on the south side by the land of Moïse Boisvert, lot 628-1420, and on the north side by a lane—with the house thereon erected, circumstances and dependencies, and also with the right of way in the said line.

2. A certain lot of land situate at Shawinigan Falls, known and designated under number fourteen hundred and eighteen, of the official subdivision of cadastral lot number six hundred and twenty eight (628-1418), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Flore, measuring twenty six feet in width by about one hundred and seventy four feet in depth, english measure, and containing four thousand six hundred and thirty four feet in superficies, more or less, and bounded in front by the Station avenue, in the rear by a lane, on the north side by No. 628-1417, and on the south side by a lane No. 628-1419.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the THIRTY FIRST day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three-Rivers, 27th July, 1910. 3354
[First published, 30th July, 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } OMER PERREAULT,
No. 506. } Plaintiff; against
DAMASE BENOIT, Defendant, and Adélarde Pro-
vancher, curator to the surrender.

Sold on the said curator to the surrender as belonging to the said defendant, to wit :

A lot of land situate at Shawinigan Falls, known as subdivision number forty one, of lot number six hundred and twenty eight (628-41), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the parish of Sainte-Flore—with the house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Pierre de Shawinigan, in the town of Shawinigan Falls, on the THIRTY FIRST day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 27th July, 1910. 3356
[First published, 30th July, 1910.]

" " "	Onias Pilon.....	413	3	"	"	27 17	1 50	28 67
" " "	Olivier Beauchamp.....	220	3a	"	"	15 21	1 75	16 96
Wright, Bringham and Cunningham.....	Jos. Thériault.....	150	3a	"	"	14 93	1 75	16 68
A. H. Marston.....	Jos. Cousineau.....	8	3a	"	"	23 73	1 75	25 48
H. P. Mayburry.....	Gédéon Montfils.....	318	4	"	"	23 30		23 30
V. O. Falardeau.....	Alf. Picard.....	289	5	"	"	13 80		13 80
Succession—Estate Scott.....	Louis Gagnon.....	347	5	"	"	18 71		18 71
Acetille Robinson.....	104	5	"	"	14 55		14 55

JOS. RAYMOND,
Greffier *pro. tem.* de la cité.—City clerk *pro. tem.*
3609-10

* Donné à Hull susdit, ce treizième jour d'août 1910.—Given at Hull aforesaid, this thirteenth day of August, 1910.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du treizième jour d'août 1910, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Richelieu. — M. David Laperrière, marchand, du village de Pierreville, comté d'Yamaska.

District de Québec. — MM. François Xavier Vézina, député de la cour des Forestiers Indépendants, de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency. Jean Baptiste Forgues, député percepteur au revenu, de la cité de Québec.

District de Montréal. — M. Andrew Westley McKenzie, gérant, de la cité de Montréal. 3651

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du dixième jour d'août 1910, de nommer MM. Tancrède Jean Oscar Grondin, protonotaire, et Horace John Kearney, avocat, de la cité de Hull, conjointement protonotaire de la cour supérieure, greffier de la cour de circuit, greffier de la Couronne et greffier de la paix du district d'Ottawa. 3649

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the thirteenth day of August, 1910, to associate to the commission of the peace for the :

District of Richelieu. — Mr. David Laperrière, merchant, of the village of Pierreville, county of Yamaska.

District of Québec. — Messrs. François Xavier Vézina, a member of the cour des Forestiers Indépendants, of Ange Gardien, county of Montmorency. Jean Baptiste Forgues, deputy collector of revenue, of the city of Québec.

District of Montreal. — Mr. Andrew Westley McKenzie, agent, of the city of Montreal. 3652

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the tenth day of August, 1910, to appoint Messrs. Tancrède Jean Oscar Grondin, prothonotary, and Horace John Kearney, advocate, of the city of Hull, jointly prothonotary of the superior court, clerk of the circuit court, clerk of the Crown and clerk of the peace of the district of Ottawa. 3650

Proclamation

Canada, }
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec. }
(L. S.)

GEORGES V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourrout concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } ATTENDU qu'en
Procureur Général. } vertu des dispositions de l'article 7486 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, un plan de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

a. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;

b. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

c. Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan est indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries reste dans les archives de son bureau.

Et vû les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de

Proclamation

Canada, }
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec. }
(L. S.)

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

SIR LOMER GOUIN, } WHEREAS in virtue of the provisions of article 7486 of the revised statutes of the province of Quebec 1909, it is enacted that the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, showing these places and in which are set forth :

a. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;

b. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

c. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Minister of the Colonization, Mines and Fisheries may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible ; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Minister of the Colonization, Mines and Fisheries remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of

renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle fait conformément aux prescriptions du présent article.

« Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

« 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

« 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

« 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro le lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquentement dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquentement concernant ce lot.

« 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

« Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

« 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

« 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il

reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

« The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

« As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation, the registration does not effect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

« 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force thereat.

« 2170. The registrar, as soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

« 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of such lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable and person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

« 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

« An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

« 2173. If such renewal be not affected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

« 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such

appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, un plan et livre de renvoi officiels du canton Taillon, compris dans la première division d'enregistrement du comté du Lac Saint-Jean.

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en ceux, lesquels sont signés par le Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, et restent dans les archives de son bureau; et attendu qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries, a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement No 1 du comté du Lac Saint-Jean, le onzième jour de juillet mil neuf cent dix et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir; depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés; et attendu qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre Ministre de la Colonisation, Mines et Pêcheries s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 7486 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1909, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent:

ET ATTENDU que le Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le trentième jour du mois d'août courant, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement No 1 du comté du Lac Saint-Jean relativement au canton Taillon, faisant partie de la dite division d'enregistrement;

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit trentième jour du mois d'août courant, les dispositions de l'article 2168 du Code civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement No 1 du comté du Lac Saint-Jean, relativement au canton Taillon.

Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement No 1 du comté du Lac Saint-Jean, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit trentième jour du mois d'août courant, à peine de perdre la priorité conférée par Code civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, Membre de

plan together with a copy of the book of reference relating thereto.

The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been toiled; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of his code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Minister of Colonization, Mines and Fisheries of Our province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, an official plan and book of reference of the township of Taillon, comprised in the first registration division of the county of Lac Saint Jean.

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bears also the signature of Our said Minister of the Colonization, Mines and Fisheries, and remain of record in his office; AND WHEREAS a copy of such plan and book of reference certified by the said Minister of the Colonization, Mines and Fisheries, have been deposited in the office of the registrar of the registration division No. 1 of the county of Lac Saint Jean on the eleventh day of July nineteenth hundred and ten, and there remain, open to the inspection of the public, during office hours, that is to say: between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and holidays; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Minister of Colonization, Mines and Fisheries has, in every respect, complied with the provisions of the said article 7486 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto:

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Québec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the thirtieth day of the month of August instant, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division No. 1 of the county of Lac Saint Jean, relating to the township of Taillon, forming part of the said registration division;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said thirtieth day of the month of August instant, the provisions of article 2168 of the civil code of Lower Canada, shall come into force in the said registration division No. 1 of the county of Lac Saint Jean, relating to the township of Taillon.

And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division No. 1 of the county of Lac Saint Jean, to renew the same within the period of two years after the said thirtieth day of the month of August next 1910, on pain of the forfeiture of priority provided in the said civil code.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honourable SIR C. ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint Geor-

Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce SEIZIEME jour d'AOUT dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et dans la première année de Notre Règne.

Par ordre,

JOS. DUMONT,
Secrétaire de la province.

3665

Avis du Gouvernement

La compagnie "Dominion Silver Mines, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James George Robinson, de la cité de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 11 août 1910. 3645

La compagnie "Dominion Silver Mines Limited" a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, stock, certificats d'actions, débetures et autres valeurs.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James George Robinson, de la cité de Montréal.

JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 13 août 1910. 3647

Avis Divers

PROVINCE DE QUÉBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE
MEGANTIC.

Aux habitants de la municipalité du comté
de Mégantic.

Avis public est par le présent donné par Joseph Gédéon Rousseau, secrétaire trésorier, que par une résolution passée par le conseil municipal du comté de Mégantic, le huitième jour de juin dernier, et approuvée par Son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil, le 13 août courant, laquelle approbation a été reçue le 16 août courant, par le soussigné, les lots suivants savoir :

Les lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, inclusivement, du premier rang du canton de Thetford sont annexés à la municipalité du canton de Leeds-Est, pour les fins municipales.

Donné au village d'Inverness, ce dix-septième jour d'août 1910.

J. G. ROUSSEAU,
S. T. C. C. M.

3661

ge, Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Québec,

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this SIXTEENTH day of AUGUST, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and ten, in the first year of Our Reign.

By command,

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

3666

Government Notice

The Company "Dominion Silver Mines, Limited" has been authorized to do business in the province of Québec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Québec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James George Robinson, of the city of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 11th August, 1910. 3646

The company "Dominion Silver Mines Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the province of Québec, its shares, stock, stock certificates, debentures and other securities.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James George Robinson, of the city of Montreal.

JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Québec, 13th August, 1910. 3648

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUÉBEC.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF
MEGANTIC.

To the inhabitants of the municipality of the
county of Mégantic.

Public notice is hereby given by Joseph Gédéon Rousseau, secretary treasurer, that by a resolution passed by the municipal council of the county of Mégantic, on the eighth day of June last, and approved by His Excellency the lieutenant-governor in council, on the 13th day of August instant, which said approbation was received on the 16th of August instant, by the undersigned, the following lots, to wit :

The lots 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8, inclusively, of the first range of the township of Thetford are annexed to the municipality of the township of Leeds-Est, for municipal purposes.

Given at the village of Inverness, this seventeenth day of August, 1910.

J. G. ROUSSEAU,
S. T. C. C. M.

3662

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DU COMTE DE MEGANTIC

Aux habitants de la municipalité du comté
de Mégantic

Avis public est par les présent donné par Joseph Gédéon Rousseau, secrétaire-trésorier, que par une résolution passée par le conseil municipal du comté de Mégantic, le huitième jour de juin dernier, et approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, le 13ième jour d'août courant, laquelle approbation a été reçue le 16 août courant, par le soussigné, les lots suivants, savoir :

La moitié sud-ouest du lot numéro 19 et le lot numéro 20 du 7ième rang du canton de Thetford, sont détachés de la municipalité de la partie sud du canton de Thetford, et sont annexés à la municipalité de la partie sud de la paroisse de Sacré Cœur de Marie, pour les fins municipales.

Donné au village d'Inverness, ce dix septième jour d'août 1910.

3663

J. G. ROUSSEAU,
S. T. C. C. M.

Avis de Faillites

District de Saint-François.

Victor Archambault, de la cité de Sherbrooke, marchand, a, le 18 août 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saint-François, conformément à loi.

J. P. ROYER,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington, Sherbrooke, Que. 3657

District de Saint-François.

Re T. A. Bourque & Cie, de Sherbrooke, Qué.,
Faillis.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, sujet à objection jusqu'au 6e jour de septembre prochain 1910, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

J. P. ROYER,
Curateur.

Bureau de J. P. Royer,
No 87, rue Wellington, Sherbrooke, Qué. 3659

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de Geo. Belliveau, de Grande Rivière.

Les créanciers sont requis de filer leurs réclamations dans un délai de trente jours.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Curateurs conjoints.

Québec, 18 août 1910. 3653

Avis est par le présent donné que les soussignés ont été nommés curateurs conjoints dans l'affaire de W. A. Baker & Co., de Anse à Beauvils.

Les créanciers sont requis de nous produire leurs réclamations dans trente jours.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Curateurs conjoints.

Québec, 18 août 1910. 3655

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE GOUNTY OF MEGANTIC.

To the inhabitants of the municipality of the county
of Megantic.

Public notice is hereby given by Joseph Gedeon Rousseau, secretary treasurer, that by a resolution passed by the municipal council of the county of Megantic, on the eighth day of June last, and approved by His Excellency the Lieutenant-Governor in Council, on the thirteenth day of August instant, which said approbation was received on the 16th of August instant, by the undersigned, the following lots of the 7th range, to wit :

The south west half of lot No. 19 and lot No. 20 of the township of Thetford, are detached from the municipality of the south part of the township of Thetford, and annexed to the municipality of the south part of the parish of Sacré Cœur de Marie, for municipal purposes.

Given at the village of Inverness, this seventeenth day of August, 1910.

3664

J. G. ROUSSEAU,
S. T. C. C. M.

Bankrupt Notices

District of Saint Francis.

Victor Archambault, of the city of Sherbrooke, merchant, has, on the 16th August, 1910, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Saint Francis, according to law.

J. P. ROYER,
Sub. provisional guardian.

Office of J. P. Royer,
No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Que. 3658

District of Saint Francis.

Re T. A. Bourque & Cie, of Sherbrooke, Que.
Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the 6th day of September next, 1910, after which date dividends will be payable at my office.

J. P. ROYER,
Curator.

Office of J. P. Royer,
No. 87, Wellington street, Sherbrooke, Que. 3660

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of George Belliveau, of Grande Rivière.

Creditors are requested to file their claims within the delay of thirty days.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint curators.

Quebec, 18th August, 1910. 3654

Notice is hereby given that the undersigned have been appointed joint curators in the matter of W. A. Baker & Co., of Anse à Beauvils.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint curators.

Québec, 18th August, 1910. 3656

Index de la Gazette Officielle de Québec No 33.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bélanger vs Dickson, 1611 ; Blain vs Trudeau, 1611 ; Dingman vs Taylor, 1611 ; Dubé vs Morin, 1611 ; Emond vs Doris, 1612 ; Frank vs Cohen, 1611 ; Gelbman vs Klein, 1612 ; Mellinson vs Brosman, 1611 ; Monette vs Simard, 1610 ; Proutt vs Church, 1612 ; Sax vs Michaels, 1612 ; Ste. Marie vs Fournier, 1611 ; Stone vs Silverstone, 1612.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Welsh vs Cutter, 1613.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1595.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :—Canada & Gulf Terminal Railway, 1613 ; Hull Electric Coy, 1610.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1608 ; Conseil législatif, 1607.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Dominion Silver Mines, Limited, 1631 ; The Canada Metal Coy, Limited, 1598 ; The International Water Coy, Incorporated, 1598.

COMPAGNIE AUTORISÉE A VENDRE SES ACTIONS, ETC :—Dominion Silver Mines, Limited, 1631.

FAILLIS :—Archambault, 1632 ; Baker & Co, 1632 ; Beliveau, 1632 ; Bouhamad, 1613 ; Bourque, 1632 ; Bussièra, 1614 ; Chaperon & Frère, 1616 ; Coloza, 1615 ; Daignault, 1614 ; Desjardins, 1613 ; Falardeau & Cie, 1614 ; Gosselin, 1615 ; La Cie Industrielle de Saint-Bonaventure, 1616 ; La Cie T. Deguire, 1614 ; Lecomte & Beaubien, 1614 ; Lefebvre, 1614 ; Marashe, 1613 ; Silberhertz, 1616 ; Switzman & Pelton, 1615 ; The Dussault Tobacco Factory, 1615 ; The Hull Bargain Co, 1615 ; Tremblay, 1615.

LETTRES PATENTES :—Canada Investment Ltd, 1567 ; Cie d'aqueduc de Saint-Ephrem, 1603 ; Cie P. Cliche, limitée, 1602 ; La Cie d'Aqueduc de Neuville, 1599 ; La Cie de développements hydro-électriques de La Tuque, 1604 ; La Cie de Publication "Le Mineur", 1601 ; La Cie de téléphone de La Tuque, 1603 ; La Cie Electric d'Amqui, 1569 ; Le Crédit Hypothécaire Canadien, incorporé, 1600 ; The Canadian Premium & Importing Coy., 1602 ; The Quebec Jockey Club, Ltd, 1570.

LIQUIDATION :—The Calumet Mining & Milling Graphite Coy, 1616.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Municipalité, village de Sacré-Cœur de Jésus, 1606.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Paroisse de Saint-Canut, comté de Deux Montagnes, 1599.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc.—Divers lots de Rigaud, 1566 ; Divers lots de Coupalville, 1607.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Dissolution :—Hinchinbrooke, comté de Huntingdon, 1598.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 33.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—Dmes Bélanger vs Dickson, 1611 ; Blain vs Trudeau, 1611 ; Dingman vs Taylor, 1611 ; Dubé vs Morin, 1611 ; Emond vs Doris, 1612 ; Frank vs Cohen, 1611 ; Gelbman vs Klein, 1612 ; Mellinson vs Brosman, 1611 ; Monette vs Simard, 1610 ; Proutt vs Church, 1612 ; Sax vs Michaels, 1612 ; Ste. Marie vs Fournier, 1611 ; Stone vs Silverstone, 1612.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Welsh vs Cutter, 1613.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c, 1595.

ANNUAL GENERAL MEETING :—Canada & Gulf Terminal Railway, 1613 ; Hull Electric Coy, 1610.

PRIVATE BILLS. P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1608 ; Legislative Council, 1607.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Dominion Silver Mines, Limited, 1631 ; The Canada Metal Coy, Limited, 1598 ; The International Water Coy, Incorporated, 1598.

COMPANY AUTHORIZED TO SELL HER SHARES, ETC :—Dominion Silver Mines, Limited, 1631.

INSOLVENTS :—Archambault, 1632 ; Baker & Co, 1632 ; Beliveau, 1632 ; Bouhamad, 1613 ; Bourque, 1632 ; Bussièra, 1614 ; Chaperon & Frère, 1616 ; Coloza, 1615 ; Daignault, 1614 ; Desjardins, 1613 ; Falardeau & Cie, 1614 ; Gosselin, 1615 ; La Cie Industrielle de Saint-Bonaventure, 1616 ; La Cie T. Deguire, 1614 ; Lecomte & Beaubien, 1614 ; Lefebvre, 1614 ; Marashe, 1613 ; Silberhertz, 1616 ; Switzman & Pelton, 1615 ; The Dussault Tobacco Factory, 1615 ; The Hull Bargain Co, 1613 ; Tremblay, 1615.

LETTERS PATENT :—Canada Investment Ltd, 1567 ; Cie d'aqueduc de Saint-Ephrem, 1603 ; Cie P. Cliche, limitée, 1602 ; La Cie d'Aqueduc de Neuville, 1599 ; La Cie de développements hydro-électriques de La Tuque, 1604 ; La Cie de Publication "Le Mineur", 1601 ; La Cie de téléphone de La Tuque, 1603 ; La Cie Electric d'Amqui, 1569 ; Le Crédit Hypothécaire Canadien, incorporé, 1600 ; The Canadian Premium & Importing Coy, 1602 ; The Quebec Jockey Club, Ltd, 1570.

LIQUIDATION :—The Calumet Mining & Milling Graphite Coy, 1616.

MUNICIPALITY AUTHORIZED TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Municipality, village of Sacré-Cœur de Jésus, 1506.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—Parish of Saint-Canut, county of two Mountains, 1599.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Application to annex or to erect, etc.—Several lots of Rigaud, 1562 ; Several lots of Coupalville, 1607.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Dissolution :—Hinchincounty of Huntingdon, 1598.

NOMINATIONS : — Commissaires et syndics d'écoles. — Champlain, 1595 ; Gaspé, 1595 ; Témiscouata, 1595 ; Bonaventure, 1596 ; Ottawa, 1596.
 Commissaire pour recevoir affidavit. — 1595.
 Juges de paix. — Richelieu, 1628 ; Québec, 1628 ; Montréal, 1628.
 Protonotaires et greffiers. — District d'Ottawa, 1628.
 Révocation : — Juge de paix. — District of Iberville, 1599.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — Téléphore Brassard, 1606.

ORDRE DE COUR : — Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, 1617.

PROCLAMATIONS : — Cadastre. — Canton Taillon, comté du Lac, Saint-Jean No 1, 1628.
 Convocation des Chambres, 1597.
 Patoisse St-Gabriel Archange, 1596.

RÉSOLUTION : — Municipalité du comté de Mégantic, 1631 ; Municipalité du comté de Mégantic, 1632.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE : — La Société des Maraîchers de Québec, 1598.

VENTES PAR LICITATION : — Perrault (Dlle) vs Perrault et al, 1618.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES : — Cité de Hull, 1626.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Duclos vs Rocheleau et al, 1620 ; Hébert vs Lampron, 1620.

BEAUCE : — Dionne et al vs Champagne, 1621.

BEDFORD : — The Royal Bank of Canada vs Marquis, 1621.

CHICOUTIMI : — Alain vs Savard, 1621.

JOLIETTE : — Balcer vs Issa, 1622.

MONTMAGNY : — Gagnon et al vs Bernier, 1622.

MONTREAL : — McLaurin Brothers vs Laviolette dit Rufange, 1603 ; Paradis (Dme) vs Ruel, 1622.

OTTAWA : — Mussens Limited vs Desmarais, 1623.

SAINT-FRANÇOIS : — Johargi vs Lizotte, 1624.

TROIS RIVIÈRES : — Carrignan vs Benoit, 1624 ; Perrault vs Benoit, 1625.

APPOINTMENTS : — School and Trustees Commissioners. — Champlain, 1595 ; Gaspé, 1595 ; Témiscouata, 1595 ; Bonaventure, 1596 ; Ottawa, 1596.

Commissioner to receive affidavit. — 1595.
 Justices of the peace. — Richelieu, 1628 ; Québec, 1629 ; Montreal, 1628.

Prothonotaries and Clerks. — District of Ottawa, 1628.

Revocation : — Justice of the peace. — District of Iberville, 1599.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER — Téléphore Brassard, 1606.

ORDER OF COURT : — Canadian Pacific Railway Company, 1617.

PROCLAMATIONS : — Cadastre. — Township of Taillon, county of Lake Saint John, No. 1, 1628.
 Parliament convoked, 1597.
 Parish of Saint Gabriel Archange, 1596.

RESOLUTION : — Municipality of the county of Mégantic, 1631 ; Municipality of the county of Mégantic, 1632.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION : — The Quebec Vegetable Growers Association, 1598.

SALE BY LICITATION : — Perrault (Dlle) vs Perrault et al, 1618.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES : — City of Hull, 1626.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Duclos vs Rocheleau et al, 1620 ; Hébert vs Lampron, 1620.

BEAUCE : — Dionne et al vs Champagne, 1621.

BEDFORD : — The Royal Bank of Canada vs Marquis, 1621.

CHICOUTIMI : — Alain vs Savard, 1621.

JOLIETTE : — Balcer vs Issa, 1622.

MONTMAGNY : — Gagnon et al vs Bernier, 1622.

MONTREAL : — McLaurin Brothers vs Laviolette dit Rufange, 1623 ; Paradis (Dme) vs Ruel, 1622.

OTTAWA : — Mussens Limited vs Desmarais, 1623.

SAINT FRANCIS : — Johargi vs Lizotte, 1624.

THREE RIVERS : — Carrignan vs Benoit, 1624 ; Perrault vs Benoit, 1625.